





**« LA FRANCE ET SES ÉLITES »**



## Sommaire

### *Accueil*

par Marie-Françoise Bechtel ,  
Présidente de la Fondation Res Publica ..... 7

### *« Deux cent cinquante ans de relations tumultueuses entre le peuple français et ses élites »*

par Éric Anceau  
Historien, professeur à l'Université de Lorraine, auteur, notamment, de *Les élites françaises : des Lumières au grand confinement* (Passés Composés, 2020)..... 9

### *« Régénérer nos élites ? »*

par Jean-Pierre Chevènement,  
Ancien ministre, fondateur et président d'honneur de la Fondation Res Publica..... 20

### *« Les élites en question »*

par Marcel Gauchet,  
Philosophe, historien, directeur d'études émérites à l'EHESS, ancien rédacteur en chef de la revue *Le Débat* ..... 23

### *« L'ÉNA, quelles leçons tirer d'un procès sans fin ? »*

par Marie-Françoise Bechtel,  
Conseiller d'État (h), ancienne directrice de l'ÉNA (2000-2002), présidente de la Fondation Res Publica et de l'Institut républicain du service public (IRSP)  
..... 29

*Débat* ..... 41



Mesdames, Messieurs,  
Chers amis,

Nous aurions pu tenir le colloque de ce soir à un autre moment : ce n'est en effet pas une actualité quelconque qui nous inspire ce sujet.

Nous sommes toutefois attachés dans cette fondation à mesurer à intervalles réguliers le poids des sujets qui sans être dans une actualité directe constituent le soubassement de nombreuses analyses que nous produisons par ailleurs. C'est un peu la question du tissu et de la trame. Nous touchons ici plutôt à la trame par l'analyse que nous allons essayer de produire à partir d'une interrogation explicite. En effet, si l'interrogation sur le rôle des élites est souvent sous-jacente à ce que nous disons c'est aujourd'hui une interrogation ouverte sur le rôle des élites que nous allons mener.

Car depuis le célèbre ouvrage de Marc Bloch<sup>1</sup> le risque existe que l'interrogation soit ou sous-traitée ou sur-traitée. Nous ne pensons pas l'avoir sur-traitée à la Fondation Res Publica.

Autre risque, c'est celui que l'interrogation publique se transforme en un procès sommaire qui manquerait la complexité du réel. Je ne confonds pas le mot « sommaire » avec le mot « sévère ». Le constat peut être sévère. A l'inverse d'ailleurs, le risque existe de produire des analyses finalement lénifiantes pour le motif qu'une forme de dénonciation des élites marque aujourd'hui le discours politique de l'extrême-droite. L'idée serait peut-être pour certains de tenter de se dédouaner du phénomène lui-même par rapport à son poids véritable. Il n'est certes pas si facile de se dévêtir des préjugés mais l'effort qui va en ce sens doit toujours être la pierre angulaire sans laquelle on ne saurait rien construire de solide autour de notre République. Dit en d'autres termes, nous n'avons pas à

---

<sup>1</sup> Si, contrairement à ce que l'on croit parfois l'idée de « trahison des élites » ne figure pas explicitement dans « L'étrange défaite », Marc Bloch élargissant son analyse à l'ensemble de la société, des intérêts et des forces politiques et sociales, les éléments à charge qu'il retient contre l'administration, l'armée, les détenteurs du pouvoir politique et économique apportent de sérieux éléments sur la question. C'est en tout cas le Général de Gaulle qui, dans son discours du Royal Albert Hall le 11 novembre 1942, a prononcé cette phrase : « les élites ont trahi ».

Res Publica pour habitude de hurler avec les loups. Nous préférons toujours l'analyse froide et, s'il se peut, dépassionnée qui évite les raccourcis peut-être fulgurants mais par là même souvent caricaturaux. En même temps il nous semble toujours utile de faire le point sur des questions fondamentales sans y mettre de complaisance.

Concernant l'intitulé chaque intervenant pourra préciser quel sens il donne au mot « élite(s) ». Nous pouvons je crois au départ nous entendre sur le sens wébérien c'est-à-dire le « groupe de statut » qui est la définition de Max Weber. L'élite n'est pas juste l'appartenance à des classes aisées, c'est le fait d'être en situation d'agir sur le pouvoir économique, politique, éventuellement financier, culturel.

Nous vous proposons donc ce soir de réfléchir devant vous sur le point de savoir jusqu'où va aujourd'hui le rôle des élites dans le façonnage du bâtiment France, dans ses abandons passés et ses espoirs d'avenir. Nous rencontrons en effet trop souvent sur notre chemin la question de l'intérêt national (comme dans le récent colloque sur le relèvement de l'industrie<sup>2</sup>), pour ne pas chercher de temps en temps à nous demander à voix haute d'où vient l'abandon progressif de cet intérêt national, avec ses sursauts et ses péripéties, sur fond de lente dégradation de la croyance générale dans l'avenir de la France.

Je ne voudrais pas pour autant donner à ce propos introductif une tonalité trop noire et je vais me tourner vers les intervenants que nous avons sollicités. Ils ont en commun le savoir et la lucidité, deux vertus que nous respectons particulièrement ici. Jean-Pierre Chevènement exprimera quant à lui la vision de l'homme d'État qui a vécu, subi et n'a jamais cessé d'analyser les revers de l'idée républicaine et, chose inséparable, les chances de la France en cherchant toujours le cap au plus noir de la tempête.

J'interviendrai aussi – exceptionnellement je ne me contente pas de présider – sur le sujet de l'École Nationale d'Administration (ENA) qui a focalisé tant de passions, nourri tant d'analyses, parfois erronées me semble-t-il, tant de commentaires mais pour lequel la question fondamentale reste bien celui de l'état d'esprit de la nation.

---

<sup>2</sup> *Le défi du redressement*, colloque organisé par la Fondation Res Publica le 31 janvier 2023, avec la participation de Louis Gallois, Philippe Aghion et Jean-Pierre Chevènement.

Nous commencerons par entendre Éric Anceau, Historien, professeur à l'Université de Lorraine, auteur, notamment, de *Les élites françaises : des Lumières au grand confinement* (Passés Composés, 2020). Nous comptons sur lui pour nous éclairer sur la dimension historique selon laquelle se pose la question des élites et de la France.

Vous avez la parole.

ÉRIC ANCEAU
-------------

***Deux cent cinquante ans de relations tumultueuses entre le peuple français et ses élites***

Merci, Madame la présidente.

Il m'a été demandé de vous proposer une présentation panoramique de nos élites sur deux siècles et demi en vous montrant leurs relations difficiles avec le peuple français et en vous apportant quelques données sur leur sociologie et leur formation qui permettraient de les expliquer. Chemin faisant, je soulignerai que ces dernières ne suffisent pas à comprendre la défiance assez générale des Français et l'échec périodique de nos élites et j'ajouterai quelques facteurs d'explication supplémentaires.

L'autre élément de mon cahier des charges n'est pas le moins délicat à honorer : tenir le temps imparti. L'exercice risque même de relever de la quadrature du cercle et de donner l'impression d'un simple survol du sujet, mais il permettra, je l'espère, de proposer quelques pistes de réflexion pour ouvrir le débat<sup>3</sup>.

La défiance des Français à l'égard de leurs élites ne date pas d'hier, ni même d'avant-hier, mais vient de très loin, dès la Révolution, mais nous n'en sommes

---

<sup>3</sup> Nous nous permettons de renvoyer, pour de plus amples explications, à notre ouvrage *Les Élités françaises des Lumières au grand confinement*, Paris, Passés Composés, 2020, 462 p., rééd. Alpha, 2022.

pas moins, aujourd'hui, à un moment paroxystique comme nous en avons connu plusieurs au cours de l'époque contemporaine.

Notons d'abord que les moments de confiance sont bien les exceptions qui confirment la règle. En deux cent cinquante ans, ils se comptent sur les doigts des deux mains. On peut citer la fête de la Fédération de 1790, les Trois-Glorieuses de 1830, les débuts de la Deuxième République en 1848 avec la plantation des arbres de la liberté en présence de tous les pouvoirs et d'un grand concours de population, l'Union sacrée lors de l'entrée en guerre en 1914, le gouvernement Poincaré dit d'union nationale en 1926 ou encore l'apogée de la République gaullienne.

Les états de grâce durent peu. Ils se terminent lorsque les dirigeants se montrent incapables de résoudre la crise par laquelle ils sont arrivés au pouvoir et à laquelle ils sont eux-mêmes confrontés, lorsque le peuple se sent trahi, lorsqu'une fraction de l'élite bascule dans l'opposition ou qu'une « contre-élite » émerge en vue de succéder à l'élite en place.

En fait, pour mieux comprendre ce qui se joue, il faut introduire un troisième acteur : le pouvoir exécutif. En effet, les élites peuvent appuyer ce pouvoir exécutif, mais elles peuvent aussi occasionnellement s'en détacher pour le contester voire le renverser et le peuple qui est le plus souvent sous leur domination conjointe, peut parfois servir de soutien à l'exécutif contre les élites ou aux élites contre l'exécutif. De ce point de vue la période préévolutionnaire 1787-1789 est fascinante, mais le même phénomène se retrouve aussi en 1830 et en 1848. Le peuple soutient alors la bourgeoisie pour renverser les dirigeants en place, mais la déception arrive vite :

En 1830, le peuple se rend rapidement compte que le pouvoir est confisqué par le duc d'Orléans, Louis-Philippe, et la grande bourgeoisie d'affaires. Un régime plus libéral que la Restauration s'installe, la monarchie de Juillet, avec à sa tête le roi des Français, Louis-Philippe I<sup>er</sup>, mais il est à peine moins censitaire<sup>4</sup>, et guère plus social que le régime défunt, d'autant plus que, parmi les partisans du nouveau pouvoir, le parti de la Résistance incarné d'abord par Casimir Perier puis par Guizot, l'emporte sur celui du Mouvement.

En 1848 : la déception populaire ne tarde pas non plus. Elle se manifeste par exemple lorsque les nouveaux dirigeants républicains créent un nouvel impôt

---

<sup>4</sup> En 1831, le corps électoral passe de 95 000 électeurs à 167 000 ... pour une population de 32,5 millions de Français.

particulièrement lourd, dit « impôt des 45 centimes<sup>5</sup> », pour renflouer les caisses de l'État qui sont vides ou lorsqu'ils ferment les ateliers nationaux qu'ils avaient ouverts pour procurer du travail aux chômeurs parisiens, ce qui entraîne, dans le premier cas, des soulèvements ruraux et, dans le second, une guerre civile dans les rues de la capitale. Alors que le suffrage universel masculin a été instauré en mars, les électeurs, en particulier dans les campagnes, font payer leur déception et leur peur lors des élections municipales et cantonales de l'été qui se caractérisent par le retour des conservateurs, lors de l'élection présidentielle de décembre qui voit la victoire du neveu de l'empereur Napoléon, Louis-Napoléon Bonaparte<sup>6</sup>, puis lors des législatives du printemps 1849 qui amènent le triomphe des légitimistes et des orléanistes. La nouvelle majorité se retourne alors contre le tiers le plus pauvre et le plus instable du corps électoral en lui retirant le droit de suffrage par la loi du 31 mai 1850<sup>7</sup>. En froid avec l'Assemblée qui l'empêche d'appliquer sa politique et qui ne souhaite pas réviser la constitution pour lui permettre de briguer un second mandat, le président que nous avons pu qualifier de premier grand populiste<sup>8</sup>, joue la carte du peuple contre celle des élites. À Saint-Quentin, le 31 mai 1850, il lance devant un auditoire populaire : « Chaque jour me le prouve, mes amis les plus sincères, les plus dévoués, ne sont pas dans les palais, ils sont sous le chaume ; ils ne sont pas sous les lambris dorés, ils sont dans les ateliers, dans les campagnes. » Le coup d'État du 2 décembre 1851 est déjà en germe.

Ce jeu à trois, mais aussi cette défiance du peuple à l'égard de ses élites, voire cette colère et ce rejet, expliquent que la France batte tous les records du nombre de régimes à l'époque contemporaine, parmi les grands pays, en particulier en Europe occidentale, avec treize changements politiques majeurs de 1789 à

---

<sup>5</sup> Cet impôt exceptionnel consiste à prélever 45 centimes supplémentaires sur chaque franc prélevé au titre des quatre contributions directes et est historiquement l'un des plus élevés jamais perçu par l'État français.

<sup>6</sup> Nous nous permettons de renvoyer ici à Éric Anceau (dir.), *La Première élection présidentielle de l'histoire de l'Histoire. 1848*, avec la collaboration de Jean Tulard, Jean Garrigues et Yves Bruley, Paris, SPM, Kronos, 2022.

<sup>7</sup> Marie-Hélène Baylac a montré récemment combien la peur du peuple structure la vie politique sous la Deuxième République. *La Peur du peuple. Histoire de la Deuxième République (1848-1852)*, Paris, Perrin, 2022.

<sup>8</sup> Olivier Dard, Christophe Boutin et Frédéric Rouvillois (dir.), *Le Dictionnaire des populismes*, Paris, Éditions du Cerf, 2019, entrée « Napoléon III », p. 723-726.

aujourd'hui. Elle a en effet connu quatre royautés, deux Empires, cinq Républiques, et l'État français entre 1940 et 1944, le régime de Vichy.

Ces changements sont dus le plus souvent à des révolutions (1789, 1830, 1848, 1870), des coups d'État (les 18-19 Brumaire et donc 2 décembre 1851), ou des défaites militaires (mai 1814, juin 1815, septembre 1870, juillet 1940). « La guerre est le suprême défi », disait Parménide. Et, de fait, les guerres mettent en lumière, de façon criante, la faillite des élites, que les temps de paix pouvaient masquer. Cela a été remarquablement montré pour la guerre de 1870 par Ernest Renan et Hippolyte Taine et pour celle de 1940 par Marc Bloch dans *L'Étrange Défaite*. Il y a une grande part de vérité dans le constat dressé, mais il faut faire la part du contexte particulièrement douloureux et l'on sait aussi la propension des Français à se chercher des boucs émissaires : les aristocrates et les prêtres sous la Révolution, Napoléon III, son principal ministre venu des rangs républicains, Ollivier, et l'élite bonapartiste en 1870, les parlementaires et les juifs à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les profiteurs de guerre et les « planqués » en 14-18, de nouveau les parlementaires, les juifs et les « 200 familles » dans les années 30, les riches, toujours. On sait aussi la tendance de ceux qui prennent le pouvoir à dénoncer les faillites de leurs prédécesseurs.

La sociologie et la formation des élites jouent un rôle indéniable à la fois dans l'échec de nos élites et dans la défiance dont elles sont affectées. Les Français ont le sentiment d'avoir à leur tête une élite fermée sociologiquement, « une caste », mais aussi une élite enfermée dans une « pensée unique ». L'expression, on le sait, a une trentaine d'années, sa naissance se situant quelque temps après le traité de Maastricht de 1992<sup>9</sup>. Cependant, ce sentiment d'un « autisme » des élites en raison d'origines sociales privilégiées et d'une formation déconnectée des réalités, est beaucoup plus ancien.

Commençons par la sociologie et remontons au début de la période contemporaine. Le principal bouleversement sociologique dans la composition des élites correspond en effet au changement politique majeur de la Grande Révolution.

Sous l'Ancien Régime les deux premiers ordres (le clergé et en particulier ses franges supérieures et la noblesse) dominaient la société et la monarchie s'appuyait sur ces « privilégiés » de premier rang, dans une société où le privilège occupait une place clé. C'est de leur sein qu'est venue une partie de la contestation

---

<sup>9</sup> Jean-François Kahn, *La Pensée unique*, Paris, Fayard, 1995.

qui a amené la chute de la monarchie absolue. En effet, certains de leurs membres participaient au mouvement des Lumières. D'autres, au contraire, réclamaient le retour à une forme de monarchie plus ancienne où les grands (les prélats et les principales familles nobles) partageaient le pouvoir avec le roi. En sapant le pouvoir royal, ces élites ont scié, en quelque sorte, la branche sur laquelle elles étaient assises. Elles ont perdu leur pouvoir social<sup>10</sup>.

La bourgeoisie a aussi pris sa part dans ce renversement qui lui a principalement profité. Une partie d'entre elle était déjà associée au pouvoir – le phénomène était ancien et remontait aux légistes de Philippe le Bel au tournant du XIII<sup>e</sup> et du XIV<sup>e</sup> siècle –, mais la plus grande part était maintenue en position d'infériorité politique et sociale, alors qu'économiquement elle s'était considérablement enrichie, en particulier aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. En témoignage de fermeture et même de réaction nobiliaire contre la menace de la bourgeoisie, on rappellera, à titre d'exemple, l'édit de Ségur de 1781 qui interdit aux roturiers et aux anoblis de fraîche date les plus hauts grades dans l'armée.

Cette bourgeoisie participe à la Révolution de 1789 avec la noblesse libérale et avec le peuple, mais c'est elle qui en profite surtout. Elle occupe toutes les principales fonctions dirigeantes, fait triompher ses valeurs que l'on retrouve dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et s'enrichit par l'achat des biens nationaux ou encore par les fournitures aux armées. C'est encore cette bourgeoisie qui constitue les gros bataillons des notables appelés par la Constitution de l'an VIII, celle du Consulat, en décembre 1799, à diriger la France, selon la conception de Sieyès. On parlera bientôt de « la France des notables ». C'est également cette bourgeoisie qui porte au pouvoir Napoléon Bonaparte pour consolider ses acquis de 1789, puis qui contribue à sa chute en 1814 lorsqu'elle juge qu'il devient un danger pour le maintien de ces mêmes acquis, comme l'a montré magistralement Jean Tulard, voilà plus de quarante ans, dans la biographie qu'il consacrait alors à l'Empereur<sup>11</sup>.

Malgré un retour de la noblesse traditionnelle sous la Restauration, celle-ci doit toutefois, désormais, partager le pouvoir avec les grands notables issus de la Révolution. À la suite, 1830 rejoue 1789 et refait de la bourgeoisie la classe sociale dominante de la société française, celle où se recrutent la quasi-totalité des élites dirigeantes : les deux plus grands ministres de Louis-Philippe en sont issus :

---

<sup>10</sup> Voir à ce sujet Fadi El Hage, *Le Sabordage de la noblesse. Mythe et réalité d'une décadence*, Paris, Passés composés, 2019.

<sup>11</sup> Jean Tulard, *Napoléon ou le mythe du sauveur*, Paris, Fayard, 1977.

Guizot et Thiers. Cette domination de la bourgeoisie se poursuit ensuite. On trouve bien, sous tous les régimes, quelques fils du peuple qui accèdent au sommet de l'État – le premier nom qui me vient à l'esprit est celui de Pierre Magne, fils d'un teinturier qui devient l'un des deux grands ministres des Finances de Napoléon III –, mais ces hommes sont les quelques arbres qui cachent la forêt ou, pour le dire autrement, l'alibi du système. Lors des élections législatives de 1848, les ouvriers présents sur les listes de candidats le sont généralement en position non éligible.

Dans les années 1860, les ouvriers se plaignent de n'être représentés au Corps législatif que par des bourgeois et la protestation revient fréquemment sous la Troisième République. Les communistes prennent le problème à bras le corps dans les années 20 en mettant systématiquement en avant des « populaires », mais ils sont bien les seuls.

Dans les années 1960-1980 encore, malgré une démocratisation indéniable et une méritocratie réelle, Pierre Bourdieu n'a pas tort de souligner le caractère inégalitaire et reproducteur du système<sup>12</sup>. Les rares enfants des milieux populaires qui accèdent alors à l'élite sont souvent d'ailleurs issus des milieux enseignants, même modestes, où les études sont valorisées de façon exceptionnelle : le président Pompidou et les ministres Alain Peyrefitte et Jean-Pierre Chevènement... tous fils d'instituteurs. D'autres analystes, en particulier des sociologues et des politistes, ont montré que, certes, de nouveaux seuils de démocratisation ont été franchis durant les dernières décennies, mais que les élites sont encore loin d'être représentatives de la diversité de la population française, en particulier de ses franges les plus modestes.

Les lieux de formation des élites ne sont pas étrangers au phénomène. S'ils ont pu changer en plus de deux cents ans, des permanences instructives se constatent ici aussi.

À mes yeux, les trois plus importantes, qui sont caractéristiques de notre histoire contemporaine et qui sont liées les unes aux autres, sont l'existence d'un haut enseignement théorique, abstrait, ayant tendance à intellectualiser les problèmes que le simple bon sens permettrait de mieux traiter et coupé souvent des réalités du terrain, un fétichisme du diplôme qui détermine souvent la carrière et qui prémunit contre quasiment toutes les fautes, et enfin la domination

---

<sup>12</sup> En particulier avec Jean-Claude Passeron, dans *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Éditions de Minuit, 1970, puis, vingt ans plus tard, dans *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Éditions de Minuit, 1989.

de grandes écoles, d'abord appelées écoles spéciales sous l'Ancien Régime, la Révolution et le XIX<sup>e</sup> siècle, et dont les premières, telle Saint-Cyr, sont antérieures à 1789, mais pour lesquelles la Révolution marque indéniablement un premier temps fort.

Polytechnique créée à ce moment-là en est le meilleur exemple. Voilà une école qui a été ouverte pour former des ingénieurs militaires et qui devient par dévoiement rapide de sa fonction originelle et de son enseignement une école plus théorique où se recrute une partie du haut personnel politique et administratif du premier XIX<sup>e</sup> siècle, comme l'ont montré, par exemple, Terry Shinn et Bruno Belhoste<sup>13</sup>. Une autre partie des élites dirigeantes d'alors vient de l'auditorat au Conseil d'État conçu par Napoléon Bonaparte comme une pépinière et de la haute fonction publique et la meilleure propédeutique de celle-ci. Une dernière filière de recrutement, et en fait la plus importante, est la faculté de Droit de Paris où la formation – essentiellement une exégèse du *Code civil*, sans droit administratif et sans économie politique –, est moins importante que le réseau d'amitiés que l'on y constitue.

Au lendemain de la défaite de 1870, le système de formation des élites est remis en cause dans des centaines d'essais et d'articles<sup>14</sup>. C'est dans ce cadre qu'est ouverte, en 1872, l'École libre des sciences politiques (l'actuelle Sciences-Po Paris) à l'initiative d'Émile Boutmy et où enseigne, entre autres, Taine et Renan, pour remédier aux défaillances constatées dans le personnel politique, comme sont d'ailleurs fondées, quelques années plus tard, l'École supérieure de Guerre et HEC pour remédier à celles des élites militaires et économiques. Cependant, au fil du temps, les mêmes causes produisent les mêmes effets et la catastrophe évitée en 1914, se produit en 1940.

À la Libération, le général de Gaulle et Michel Debré créent l'École Nationale d'administration, lointaine héritière d'une première ÉNA, sous la Deuxième République, et de deux autres projets avortés, l'un, celui d'Hippolyte Carnot au début de la Troisième République et l'autre, celui de Jean Zay, à la fin de ce régime. L'ÉNA de 1945 est plus durable. Elle a pour origine la belle idée de

---

<sup>13</sup> Terry Shinn, *Savoir scientifique et pouvoir social. L'École Polytechnique, 1794-1914*, Paris, Presses de la FNSP, 1980 et Bruno Belhoste, *La Formation d'une technocratie. L'École polytechnique et ses élèves de la Révolution au Second Empire*, Paris, Belin, 2003.

<sup>14</sup> Voir à ce sujet, Éric Anceau, *L'Empire libéral*, Paris, SPM, Kronos, 2017, 2 vol., t. 2, *Menaces, chute, postérité*, p. 991 et suiv.

constituer une haute fonction publique recrutée sur une base méritocratique, bien formée et dévouée corps et âme au service de l'État.

Revenu au pouvoir en 1958, de Gaulle s'appuie beaucoup sur les énarques. L'idée est que le politique se sert des compétences de la haute fonction publique dont il a besoin, mais garde le contrôle. Malheureusement, le dévoiement finit par se produire ici aussi. En plus d'une ouverture sociale réduite dénoncée par trois jeunes énarques Jean-Pierre Chevènement, Didier Motchane et Alain Gomez, sous le pseudonyme de Jacques Mandrin, dans *L'Énararchie ou les mandarins de la société bourgeoise*, en 1967, les énarques sortent de leur rôle, avec la bénédiction des politiques. Ils commencent par coloniser la politique – l'élection présidentielle de 1974 avec l'accession de deux d'entre eux, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, l'un à l'Élysée et l'autre à Matignon, est symbolique. Ils partent ensuite pantoufler dans les grands groupes industriels et financiers. On sait ici qu'une autre élection présidentielle, celle de 1981, marque une étape importante sur cette pente. Cette interpénétration des élites donne le sentiment que l'on est passé du pluriel au singulier, qu'il n'existe plus des élites, mais une seule et même élite, une « super-élite » qui contrôlerait tout et qui ne ferait plus valoir que ses seuls intérêts<sup>15</sup>.

Dans le climat très anti-élitaire du moment et en plein mouvement des Giles jaunes, c'est un autre président, Emmanuel Macron, qui décide de sacrifier l'école dont il est lui-même issu pour la remplacer par l'Institut du service public. Sous ses derniers directeurs, l'école a pourtant accompli des réformes significatives en accueillant des proportions records de boursiers et en améliorant la formation de ses élèves sur le terrain<sup>16</sup>.

Il y a tout lieu de penser que la suppression de l'ÉNA n'empêchera pas de nouveaux échecs des élites et n'atténuera pas non plus la défiance dont elles sont l'objet. Leur sociologie et leur formation ne constituent en effet qu'une partie du problème.

Les élites semblent n'avoir plus prise sur rien et en auraient pris leur parti. Le sociologue et historien américain Christopher Lasch dénonçait déjà le

---

<sup>15</sup> La France ne faisant ici que suivre le phénomène constaté aux États-Unis par Charles Wright Mills dans les années 1950. *The Power Elite*, New York et Oxford, Oxford UP, 1956, ouvrage publié treize ans plus tard, en français, sous le titre *L'Élite du pouvoir*, Paris, Maspero, 1969.

<sup>16</sup> Le taux de boursiers atteint 36 % sous le dernier directeur, Patrick Gérard.

phénomène voilà quarante ans dans *La Révolte des élites*<sup>17</sup>, mais celui-ci a pris une ampleur nouvelle dans le cadre de la mondialisation. Les dirigeants politiques se sont laissés dessaisir par des instances supranationales au nom de la transitivité démocratique selon laquelle le pouvoir des non-élus est légitime puisqu'il émane des élus, mais aussi par des grands décideurs économiques aujourd'hui plus puissants que la plupart des chefs d'État (on pense en particulier aux GAFAM). Le sentiment qu'une épistocratie opaque a pris la place de la démocratie est fort répandu. Après le saint-simonisme et la technocratie, le gouvernement des experts !

Or, en France, une tradition de verticalité du pouvoir, d'étatisme et de centralisation procure aux élites dirigeantes une puissance qu'elles n'ont théoriquement pas ailleurs, mais leur donnent aussi une responsabilité plus grande. Tocqueville a écrit des pages importantes sur cette question dans *L'Ancien Régime et la Révolution* au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et, plus près de nous, au milieu des années 1970, Alain Peyrefitte aussi dans son best-seller *Le Mal français*. Dans un pays comme le nôtre où les contre-pouvoirs sont moins nombreux et moins puissants que dans des pays plus décentralisés, toute erreur commise par la tête lui est directement imputée. Nous en avons eu l'exemple lors de la crise de Covid-19.

Par ailleurs, la République, notre régime depuis maintenant plus de cent cinquante ans – hors de la période de Vichy – repose sur des principes et des valeurs hérités des Lumières : universalité, liberté, égalité, fraternité, laïcité... qui relèvent d'un haut degré d'exigences, mais qui ont du mal à être appliqués ou qui, quand ils le sont, sont critiqués à l'extérieur comme à l'intérieur, la responsabilité, dans un cas comme dans l'autre, retombant sur les élites.

S'ajoutent une médiatisation, une pipolisation, une exposition sur les réseaux sociaux, une instantanéité qui ont achevé de faire descendre les élites de leur piédestal pour les amener au ras du sol, au milieu de l'arène où leurs erreurs de gouvernance, les affaires qui les touchent et leurs simples bourdes leur reviennent en pleine face.

Tout cela contribue à déstabiliser l'imaginaire français qui porte très haut le politique et explique le profond mécontentement des Français<sup>18</sup>. L'historien dira

---

<sup>17</sup> *The Revolt of the Elites. And the Betrayal of Democracy*, New York, W. W. Norton, 1994, trad. Française, Paris, Climats, 1999.

<sup>18</sup> Stéphane Rozès a écrit récemment des pages importantes sur le sujet dans *Chaos. Essai sur les imaginaires des peuples*, Paris, Cerf, 2023.

que la crise de confiance actuelle est l'une des plus fortes des deux cent cinquante dernières années, mais elle l'est aussi en comparaison mondiale. Elle se mesure ici dans le fait que les Français sont systématiquement en fin de classement des sondages internationaux de satisfaction des peuples à l'égard de leurs élites que réalisent depuis quelques années *YouGov* et *Harris Interactive*.

Le populisme et le « démagisme » n'ont pas encore eu de traduction électorale majeure dans notre pays contrairement à d'autres grandes démocraties, mais la montée des forces extrêmes et radicales ne traduit pas moins un malaise profond, comme les récentes poussées de « fièvre hexagonale » particulièrement spectaculaires et rapprochées : mouvement des Gilets jaunes, opposition à la réforme des retraites, embrasement des villes à la suite de la mort du jeune Nahel.

Pour remédier à cette crise, l'historien n'a pas de solution-miracle à apporter. Il peut simplement, en guise de conclusion, esquisser quelques pistes puisées dans les expériences du passé :

Le non-cumul des mandats qui est contraire à toute notre tradition politique a accentué la coupure des élus nationaux avec le terrain et devrait être abandonné au profit d'un cumul simple de mandat exécutif local avec le mandat national.

Le développement d'une formation plus pragmatique et plus opérationnelle, en prise avec les réalités concrètes s'impose.

L'accroissement de la diversité des élites, celle des origines, des parcours, des expériences, la promotion des talents aux parcours atypiques, la circulation entre les corps apparaissent nécessaires.

Il faut enfin et surtout rendre, en amont, l'École de la République plus égalitaire, tout en ayant le courage d'en relever le niveau. C'est une œuvre courageuse, de longue haleine, mais d'utilité publique.

Je vous remercie.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup.

Avant de donner la parole à Jean-Pierre Chevènement, je voudrais relever que j'ai pour ma part des désaccords avec un certain nombre de points que vous avez soulevés, que ce soit la justesse de l'analyse de Pierre Bourdieu, le fait que l'École de la République doit être, si j'ai bien compris, égalitaire avant de distiller un savoir, que ce soit aussi sur le fait que vous avez pointé justement le rôle historique de certains corps mais en oubliant l'Inspection des Finances qui est quand même peut-être celui qui a le plus œuvré au XIX<sup>ème</sup> siècle, celui qui a été créé pour accompagner le capitalisme français, ce qu'il a fait d'ailleurs avec un art consommé.

ÉRIC ANCEAU

Il est de création plus récente. Il date de 1830.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Certes mais son rôle n'en est pas moins majeur.

Vous avez en tout cas dit un certain nombre de choses sur lesquelles je serais heureuse d'avoir un débat tout à l'heure avec vous.

Je vous remercie surtout beaucoup d'avoir donné la profondeur historique que nous souhaitions à cette question. Car si nous parlons d'une forme de trahison, de désertion des élites par rapport au modèle national nous ne le faisons pas d'une manière superficielle et fracassante. Nous cherchons à fonder en raison ce que nous disons.

Et qui mieux que Jean-Pierre Chevènement pourrait maintenant fonder en raison par ses propos l'approche de notre sujet ?

*Régénérer nos élites ?*

Je ne voudrais, chers amis, que contribuer au débat car le sujet lui-même m'interroge et, partageant le point de vue de Marie-Françoise Bechtel, je pense que beaucoup d'affirmations méritent d'être discutées. Quand on aborde ce vaste sujet, avec tout le talent et la profondeur historique de M. Anceau qui a brassé les siècles, en quelque sorte, pour nous amener jusqu'à la situation que nous connaissons aujourd'hui, il est clair qu'il y a d'abord un problème de définition.

Car toute société a ses élites. Sont-elles bonnes ? Sont-elles mauvaises ? Très difficile de répondre abstraitement à cette question parce que ces élites sont nécessaires pour donner sens à la société. Toute société est structurée par des élites qui répondent plus ou moins bien aux finalités qu'elle se donne.

En même temps, on voit bien le soupçon que le mot « élite » charrie avec lui, c'est que les élites sont toujours suspectes de trahison ou d'être simplement inférieures à leur tâche. Les élites en elles-mêmes sont nécessaires. D'ailleurs, en bonne déontologie républicaine personne ne peut dire le contraire puisque, selon la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, les fonctions publiques ne doivent être distribuées qu'à proportion des mérites. Par conséquent, si la République marche convenablement, c'est-à-dire conformément à son modèle méritocratique, nous aurons les élites que nous méritons, les meilleures !

Est-ce le cas ? Évidemment non.

La critique qui porte sur les élites est aussi ancienne que la République elle-même. M. Anceau a très bien décrit comment, avec la conquête du suffrage universel, les élites ont pu se renouveler, mais dans une certaine mesure seulement, parce que le suffrage universel n'a pas été une conquête facile ni spontanée. Il y avait dans la République censitaire l'idée que la citoyenneté devait être liée à la fortune, en tout cas à un certain niveau de revenus, à un certain prélèvement fiscal, ceux-là seuls qui payent l'impôt à une certaine hauteur étant admis à participer au débat et à la décision politiques.

Tout cela met beaucoup de temps à s'affirmer – le suffrage universel date de 1848 –, de sorte qu'on se pose la question de savoir s'il n'y a pas une approche moins philosophique, plus réaliste, d'une certaine manière, de la notion d'élite à laquelle il faut revenir, une approche sociologique : l'affirmation du rôle de la bourgeoisie.

Karl Marx disait que l'idéologie dominante est toujours celle des classes dominantes. C'est une idée simple mais qu'il est difficile de battre en brèche tant elle est vraie.

Vous avez parlé de pensée unique. La pensée unique existe depuis bien avant 1985. Je dirai qu'il y a une pensée de l'ordre établi qui s'impose dans toutes les sociétés.

L'idée que les élites se renouvellent, se constituent, en quelque sorte, par le mérite est une idée éminemment républicaine, sans doute fausse, mais on aimerait y croire. C'est un militant communiste, Paul Langevin, qui, à la Libération, disait que l'élitisme républicain allait de soi puisque c'était une sélection qui se faisait à partir du mérite<sup>19</sup> « la sélection des meilleurs et la promotion de tous ». Je cite mes sources, elles sont anciennes. Mais je pense que cette ligne de pensée mérite d'être ressuscitée, ne serait-ce que pour être critiquée.

Aujourd'hui on parle de la crise des élites, voire de la trahison des élites.

Ne sommes-nous pas en train de vivre une crise de la démocratie tout à fait originale, qui mérite d'être approfondie, dans les trois pays qui ont le plus contribué à la naissance et au développement de la démocratie (les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France). Telle est la question que je pose, cœur de ma courte intervention.

Cette crise de la démocratie dans ces trois pays est patente. Voyez ce qui se passe aux États-Unis avec la prochaine élection présidentielle qui risque fort d'opposer Trump et Joe Biden. Nous avons là quelque chose qui défie l'entendement car, bien qu'il soit aujourd'hui inculpé pour dissimulation ou divulgation de secrets d'État, en tout cas pour atteinte à un secret de l'État, soupçon gravissime qui pourrait l'exposer à une très lourde condamnation, Trump a de fortes chances d'être élu, si on en croit du moins les sondages. Que se passera-t-il si Trump devait être élu ? Ne serait-ce pas là la manifestation la plus claire d'une crise de la démocratie pour laquelle je donne ma langue au chat car qui doit l'emporter dans un conflit entre la loi telle qu'elle a été faite et le suffrage populaire tel qu'il peut s'exprimer ? On ne le sait pas vraiment.

---

<sup>19</sup> Chacun se souvient du plan Langevin-Wallon, projet global de réforme de l'enseignement et du système éducatif français élaboré à la Libération conformément au programme de gouvernement du Conseil national de la Résistance (CNR). Bien qu'il n'eût jamais été appliqué ce programme sert toujours de référence.

La situation n'est guère meilleure en France et en Grande-Bretagne. On sent très bien que la démocratie, dans nos pays, est devenue extrêmement fragile car les élites elles-mêmes sont soupçonnées de ne pas être à la hauteur de ce que l'on attend d'elles. Nos élites sont soupçonnées de ne pas pouvoir remplir le rôle pour lequel en principe elles ont été faites.

Vous avez cité le livre de Christopher Lasch, *La Révolte des élites et la trahison de la démocratie* (publié de façon posthume en 1995, traduit en français en 1996). Christopher Lasch, si j'ai bien compris sa ligne de pensée (il est vrai que son livre est complexe), considère que les élites réelles manquent aujourd'hui à leurs responsabilités, ne sont pas des élites sérieuses, sont des élites individualistes, hédonistes, qui s'éloignent du bien commun qui devrait être au cœur de leur définition. Car une élite qui n'a pas le sens de l'intérêt commun, qui n'a pas le sens du bien public n'est pas une élite. Ce sont peut-être des gens qui ont une influence particulière qui en font une classe dominante, mais on ne peut pas les définir comme élite (la sélection des meilleurs). La thèse de Christopher Lasch me paraît mériter d'être discutée. En effet, s'il est vrai – comme je le crois moi-même – que nos élites actuelles sont caractérisées par l'hyperindividualisme, l'hédonisme, l'incapacité à débattre sérieusement, à mener un débat argumenté, cela veut dire qu'on ne peut remédier à la crise des élites que par une véritable révolution intellectuelle et morale. Il faut par le débat, par l'écoute, par l'argumentation, reconstituer des élites dignes de ce nom.

L'ÉNA mérite-t-elle toutes les critiques qu'on lui a faites (moi le premier) ? En ce qui me concerne, j'ai surtout critiqué le lien qui était fait entre l'espèce de prédestination sociale à laquelle aboutissait le classement et, à travers les choix des « grands corps », cette sélection précoce consistant en définitive à figer très tôt la distribution des mérites et celle des responsabilités.

Comment remédier à la situation actuelle ? Est-il possible de régénérer nos élites ?

Il y a une expérience sur laquelle je suis tenté de revenir pour vous inciter à réfléchir, c'est celle de la Résistance, celle du renouvellement de nos élites à travers le combat, à travers l'affirmation d'une ligne politique différente de celle qui a prévalu dans un moment de faiblesse. Si cette intuition était juste, il faudrait dire les raisons de reprendre et continuer ce combat. L'avenir de la France ne se

confond pas avec la mondialisation libérale. C'est ainsi seulement que nos élites pourront se renouveler.

Je voulais, en quelques mots, vous livrer ces réflexions qui partent d'un problème de définition pour aboutir à une grande question : Comment renouveler nos élites ? Selon quelles méthodes ? Comment s'y prendre ?

Merci.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL
-------------------------

Merci beaucoup.

Vous avez contribué largement à éclairer le sujet en le posant d'une manière raisonnée, si je puis dire.

De votre intervention, et notamment de la référence à Christopher Lasch qui étudie, me semble-t-il, la façon dont la société de consommation façonne les élites et les classes moyennes, ressort pour moi une interrogation forte : n'avons-nous pas finalement les élites que nous méritons ? La classe moyenne, appelée à consentir à un ordre des choses décidé par d'autres, ne connaît-elle pas elle-même un affaissement par la recherche effrénée de la consommation ? Vous avez fait allusion au côté ludique de la vision des choses dans les trois démocraties que vous avez citées. Mais tout cela est porté quand même par la jouissance consumériste qui s'est développée depuis une quarantaine d'années, ce que Charles Wright Mills avait d'ailleurs été le premier à analyser (Lasch est un peu son successeur). Ces « élites jouissives » dont nous bénéficions – si j'ose dire – aujourd'hui, ne sont-elles pas elles-mêmes portées par une évolution qui touche les classes moyennes autant que les classes supérieures ? Il n'est que de voir l'affaissement de l'école, elle-même portée par l'adhésion parentale à des modèles plus marchands, plus « scoutistes » peut-être, que des modèles éducatifs. C'est une interrogation.

Je me tourne maintenant vers Marcel Gauchet qui va nous dire si notre peuple a les élites qu'il mérite et, plus généralement, comment de son côté il voit les choses.

*Les élites en question*

Une observation préliminaire : le problème qui nous occupe concerne toutes les démocraties à des degrés divers. Partout, l'heure est à la remise en question de ces fameuses « élites », des élites qui ne se sont guère montrées à la hauteur de cette notion flatteuse. Partout, la coupure élites/peuples s'est installée dans le paysage politique, en perturbant les clivages traditionnels, le clivage droite/gauche au premier chef.

Le cas français est une illustration particulière de ce phénomène général, qui vient déjà de loin. Une date suffit à le rappeler, celle de la publication de *La révolte des élites* de Christopher Lasch : 1994. Le livre dégage déjà les traits essentiels de ce divorce. Trente ans après ou presque, il n'a fait que s'approfondir.

Le phénomène a un relief particulièrement important en France du fait de la concomitance de deux données : d'une part l'étendue des erreurs des dites élites – la liste donne le vertige, rétrospectivement –, et d'autre part la puissance de la révolte dite « populiste ». La corrélation n'a rien que de normal.

Ce relief mobilise inévitablement l'attention. Mais il ne faut pas perdre de vue pour autant l'arrière-plan général. Nous n'avons pas affaire à un cas particulier, mais à une version particulière d'un phénomène général.

À l'échelle globale, notre problème se concentre sous les traits d'un type humain, lié à un profil sociologique : le diplômé métropolitain, produit de ces nouveautés majeures que sont la mondialisation et la société de la connaissance, avec leurs corrélats : métropolisation, médiatisation, numérisation. Il y va d'une véritable révolution culturelle qui désarme intellectuellement les démocraties, au point de les menacer de dégénérer en « nullocraties », comme le pointe Emmanuel Todd.

Second préliminaire indispensable qui nous fait entrer celui-là dans le vif du sujet : pourquoi cette notion d'« élites » ? La voilà devenue consensuelle, alors qu'elle était sulfureuse il y a quelques décennies encore, en raison de ses origines dans l'extrême-droite italienne. La sociologie de Pareto et de Mosca n'avait pas bonne presse, c'est le moins que l'on puisse dire, au pays de Bourdieu.

Le vocabulaire en usage était celui de « classe dominante » ou de « classe dirigeante », succédant de « classe possédante » ? À la rigueur, on pouvait parler d'« oligarchie ». Un glissement insensible nous a sortis de cette grille de lecture

classiste pour des raisons qui sont très instructives. La première d'entre elles est qu'élites s'entend au pluriel. Les élites sont composites, alors que la classe dominante ou la classe possédante, comme d'ailleurs l'oligarchie ou l'élite dans son acception première, étaient supposées posséder une cohérence et une compacité qui ne sont manifestement pas au rendez-vous. Les élites sont plurielles et loin de présenter cette cohérence que semblait impliquer la possession tout à la fois des moyens de production, des rênes du pouvoir et des fonctions de direction dans la société.

Derrière ce fait de vocabulaire qui est en même temps un fait intellectuel, puisqu'il traduit la façon dont les acteurs voient et comprennent leur monde, il y a effectivement un changement de monde. Le changement qu'introduit la mondialisation dans ses multiples expressions.

La globalisation économique et financière fracture les sociétés d'une manière inédite par rapport aux précédentes sociétés de classes. Elle crée deux catégories dans la population : ceux qui sont branchés sur le processus global et ceux qui restent prisonniers du local. Les gens de n'importe où, les *anywhere*, et les gens de quelque part, les *somewhere*, pour reprendre les expressions frappantes de David Goodhart.

Cela s'accompagne d'une transformation majeure des conditions de fonctionnement du système économique. Ce qui comptait, c'était le travail, la production, avec pour conséquence dans le tableau politique l'opposition frontale des travailleurs et des détenteurs du capital et des moyens de production. Ce qui compte désormais, c'est, en amont, la conception, la recherche-développement, le financement de l'investissement, et, en aval, la commercialisation, le *marketing*, sans oublier les juristes qui établissent les innombrables contrats que supposent toutes ces étapes et bien entendu les *managers* qui nouent tout cela ensemble dans une économie de l'innovation.

Dans ce cadre, le travail est passé au rang de variable d'ajustement délocalisable. Dans tous les cas, il est relégué dans la périphérie par rapport aux métropoles où se concentrent toutes ces fonctions intellectuelles qui supposent une formation académique plus ou moins poussée. Ainsi est née ce qui mérite le nom de société de la connaissance articulée autour de ce que je propose d'appeler le complexe juridico-technico-marchand.

Voilà à quoi correspondent nos élites. Elles sont faites des « manipulateurs de symboles » dont Robert Reich signalait le rôle névralgique dès le début des années 1990. La traduction politique directe de ce formidable déplacement est l'élévation

de la fracture du diplôme au rang de variable explicative déterminante des options politiques et des comportements électoraux. Diplômés contre non-diplômés, métropoles contre périphéries : le point est désormais bien établi, là sont les données structurantes qui modèlent notre paysage politique.

On comprend à partir de là le pluriel des « élites ». Elles sont effectivement hétérogènes sur tous les plans. Elles sont le fait de spécialistes, d'« épistocrates », qu'unit la démarche de connaissance, sanctionnée par un diplôme, dont elles peuvent se réclamer. Leur légitimité s'enracine dans un commun principe de compétence qui rapproche des gens par ailleurs très inégalement rémunérés et de conditions sociales éloignées. Entre un chercheur scientifique à 3000 euros par mois et un administrateur du capital ou un *trader*, l'écart des revenus et des modes de vie afférents est immense. Mais elle est secondaire par rapport à la complicité intellectuelle que crée leur socle cognitif, le cadre de références qui s'y rattache et leur place dans le fonctionnement social global. Lequel fonctionnement obéit à une règle de division du travail entre spécialistes harmonisée par une régulation de type « marché », soit ce que l'on appelle « la gouvernance ».

Dans ce cadre, notons-le au passage, il n'y a plus de place pour les « intellectuels ». Ils avaient pour double vocation, soit de rappeler les principes fondamentaux (la vérité et la justice de Zola), soit d'apporter et d'illustrer une compréhension d'ensemble de la marche du monde (« le marxisme, horizon indépassable de notre temps » de Sartre). Les deux fonctions sont désaffectées. Les principes ont leurs spécialistes opératoires et la compréhension du monde a été remplacée par l'information sur ce qui s'y passe. C'est ici qu'intervient la médiatisation, phénomène sociologique majeur. Il a capturé le « pouvoir spirituel » détenu hier par les « hommes à imagination », comme disait Saint-Simon, au profit des journalistes. L'intelligibilité n'est plus le problème. Il n'y a rien à comprendre, l'important est d'être au courant pour participer, en bon petit soldat, à la marche d'un monde sans mystère.

Le problème que soulève cette évolution, du point de vue du fonctionnement démocratique, est celui de la méconnaissance que secrète cette « connaissance », en elle-même indiscutable, sauf qu'il y a divorce entre les savoirs qu'elle mobilise, des savoirs tournés vers l'efficacité opérationnelle à base de rationalité pratique et la démarche de compréhension, la quête d'intelligibilité.

L'exemple de l'information le rend sensible : on peut être parfaitement informé de tout ce qui se passe dans le monde et ne rien y comprendre. À un moment donné, l'information au présent absorbe, dévore, annule l'intelligence de son

objet. Il faudrait avoir le temps de développer des exemples de cette ignorance née de la surinformation. Ils pullulent. Il en est un dramatique et fascinant : l'aveuglement occidental sur ce qu'allait être la mondialisation, tombeau intellectuel de nos expertocraties.

Notre première tâche politique devrait être de mesurer les limites de la connaissance en question s'agissant de diriger les sociétés. L'illustration-type en est fournie par la « gouvernance par les nombres » dont Alain Supiot a si bien démonté les méfaits. J'y ajouterai comme prolongement concret l'excellent petit livre de Bernard Granger dont le titre dit bien l'objet : *Excel m'a tuer. Le reporting* est ce que l'on a inventé de pire en fait de technique de gestion. La connaissance qu'il procure fonctionne comme un écran à l'égard de ce qu'il y a derrière ou au-delà des chiffres, qui est tout simplement la réalité agie et vécue par les acteurs. De proche en proche, ces démarches conduisent à ce qui fait la crise démocratique actuelle : la perte du sens de ce qu'est une société.

Pour en avoir une idée plus complète, il faudrait montrer la connexion de ce cadre intellectuel avec le consensus idéologique libéral-libertaire qui cimente l'internationale des élites occidentales. Un consensus conflictuel, puisque les deux pôles ne peuvent être qu'en tension, mais un consensus tout de même, puisque l'alliance finit toujours par s'imposer. Elle se traduit dans le progressisme minimal qui constitue le fond de l'air de nos gouvernances.

C'est à partir de là qu'il devient possible de comprendre la fracture politique qui s'agrandit à l'ombre de cette évolution. Elle en représente l'envers exact. Le développement du populisme se nourrit de tout ce que cette vision du fonctionnement social et politique ignore par construction.

Phénomène troublant que je me borne à mentionner : la concrétisation de cette méconnaissance inhérente à la société de la connaissance dans le fait métropolitain, avec la méconnaissance de l'être-en-société qui l'accompagne. Une question d'avenir.

Tout cela, me direz-vous, nous éloigne considérablement du problème pratique de la formation des élites en France. Aucunement. C'est dans ce cadre général que le problème prend sens. Les démocraties sont au défi de dégager et de former des élites aptes à conduire, administrer, gouverner des sociétés qui échappent largement à leurs responsables en l'état actuel des choses. La crise démocratique est là. C'est une crise de « gouvernance », en effet. Ne peuvent valablement

prendre en charge la conduite d'une société que des gens qui savent ce qu'est une société. Ils nous font défaut, et le déficit s'aggrave, manifestement.

La spécificité du problème français, dans ce cadre, est que la France est un pays qui a été précocement et frontalement confronté au problème. Il a dû reconstituer ses élites de toutes pièces à la suite de la rupture révolutionnaire. Il a vécu la disparition des élites d'Ancien régime en place et la nécessité de leur procurer un substitut plus pertinent. Non sans un succès certain si l'on considère le sort des armées révolutionnaires et l'efficacité de l'appareil administratif mis en place par l'Empire napoléonien.

Cette expérience matricielle a eu pour effet d'installer une préoccupation permanente. La France est un pays qui compte particulièrement sur ses élites tout en s'interrogeant sur leurs compétences et en se montrant prête à les contester. Cette préoccupation a trouvé sa formule stabilisatrice avec la méritocratie républicaine, formule aussi indiscutable dans le principe qu'ouverte à la discussion de sa mise en œuvre. Elle a paru se rapprocher de son idéal dans le moment faste des Trente glorieuses. Le tournant de la globalisation a relancé les interrogations sur son bien-fondé.

Qu'est-ce qui ne tourne particulièrement pas rond dans ce système ? Je m'en tiendrai aux deux points qui me semblent les plus importants et qui sont les plus rarement abordés.

Pour commencer, le défaut de toute sélection méritocratique est de donner prime au conformisme des bons élèves. Des gens qui ont bien appris leurs leçons tendent à se montrer dangereusement fidèles aux leçons qu'ils ont apprises, y compris quand les circonstances exigent de les corriger. C'est un facteur d'inertie considérable. Le système fonctionne bien dans les « époques organiques », pour parler comme Auguste Comte, où prévaut une lecture bien assise de la situation générale et de la conduite à tenir (exemple : le répertoire des solutions keynésiennes qui a fait merveille pendant la phase de haute croissance d'après-guerre). Il dysfonctionne dans les « époques critiques » où le bouleversement des repères rend les acquis du passé fragiles, voire contre-productifs. Cela alors que la grande incertitude sur l'évolution en cours rend le besoin d'une direction claire et ferme plus pressant que jamais. Nous y sommes. Il est clair que la grille néolibérale qui a inspiré tant la gestion des entreprises que les politiques publiques depuis le tournant de la globalisation

arrive en bout de course. Difficile de demander à des esprits formatés par ce catéchisme d'inventer les réponses aux nouvelles urgences collectives.

Problème plus délicat encore, le problème « anthropologique », dirai-je faute d'un meilleur mot, du type de personnalité valorisé par le système de filtrage et de sélection qu'implique toute élite. Ce qui définissait « l'élite » ou « les élites », c'était la capacité de prise en charge du sort collectif, du bien commun, de l'intérêt général, comme on voudra l'appeler, à ses différents niveaux, du modeste notable local au responsable national. À l'heure du type d'individualisme qui caractérise nos sociétés, ce type de personnalité existe-t-il encore ? Beaucoup de comportements observables au quotidien en font douter. Mais en ce point, l'interrogation devient vertigineuse. Nous savons former intellectuellement des gens compétents, nous savons les sélectionner intelligemment, mais les évaluer humainement, c'est une autre affaire.

Merci.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL
-------------------------

### *L'ÉNA, quelles leçons tirer d'un procès sans fin ?*

Merci beaucoup.

Ma tâche va être ardue parce que non seulement les deux intervenants précédents sont beaucoup plus savants que moi mais ils prennent un peu mon sujet en tenaille : Éric Anceau a analysé les origines historiques de la manière dont les élites se positionnent par rapport au peuple et réciproquement. Et Marcel Gauchet a analysé le contenu culturel, d'une certaine manière, du phénomène élitaire en concluant d'ailleurs qu'un *clash* potentiel existe autour de la nation comme terroir, comme territoire et comme habitat des « *somewhere* » par opposition au caractère ludique et tout à fait volatile, à certains égards, des « *anywhere* », une élite relativement peu reproductrice si l'on en croit la réflexion menée à son sujet.

J'ai maintenant la rude tâche d'intervenir pour vous parler de ce qui est arrivé aux élites de notre pays à travers l'École Nationale d'Administration. L'ÉNA n'est pas simplement un cas qui nous permet d'étudier les élites. L'ÉNA à elle seule a largement « trusté » ce qu'ont été les élites dans la vie nationale de la France depuis 1945, qu'il s'agisse d'élites administratives mais aussi politiques et même économiques et financières au moment où la mondialisation s'est installée. Est-elle pour autant la responsable directe de tout ce qui nous est arrivé depuis lors ? J'en doute et je dirai pourquoi.

J'aborderai tout d'abord la question de l'ÉNA comme le témoignage d'un triple paradoxe.

Le premier, c'est le fait que les équipes administratives sont le produit et non la cause de la situation actuelle de l'État et de la nation. Sur ce point je m'inscris en faux contre ce que l'on entend souvent dire dans le milieu universitaire et dans la presse. Je crois qu'il ne faut pas confondre les effets et les causes. « Le peuple a les élites qu'il mérite », dit-on, mais les élites elles-mêmes ont peut-être l'État qu'elles méritent. Je veux dire par là qu'avant de prendre le pouvoir, elles sont un instrument de ce qu'ont voulu être l'État et la nation dans notre pays.

Le second paradoxe, très étonnant, c'est que cette école s'est trouvée à la fois au centre de l'effort de reconstruction du pays depuis 1945 et au centre du phénomène historique de décomposition de l'État tel qu'il s'est produit depuis l'instauration de la mondialisation libérale après 1990. Connaît-on dans l'histoire un phénomène semblable ?

Troisième paradoxe, aussi remarquable – je parle sous le contrôle des historiens –, c'est peut-être la première fois que nous voyons des élites qui rejettent l'État en raison de son lien consubstantiel avec la nation. Je veux parler ici de l'europhisme qui gagne à grande marche nos élites. Même sous le régime de Vichy, qui voulait reconstruire l'État tout en préservant la nation – dans une vision certes spécifique – on n'avait jamais vu un tel rejet. Il n'a cessé de croître depuis les années où l'ÉNA s'est petit à petit imposée dans le paysage jusqu'au moment où, après les années 1980, la vague europhiste a englouti et exhaussé en même temps notre lien avec la mondialisation économique. Depuis ce moment-

là nous ne constatons plus de différence entre la perception qu'ont les élites de la nation et leur perception de l'État. Très parlante est à cet égard la comparaison avec les élites britanniques pour lesquelles il y a découplément entre un certain rejet de l'État dans sa version keynésienne et l'attachement aux fondamentaux de la nation.

Il me reste à dire maintenant comment je vois cette évolution.

L'ÉNA était d'abord un instrument au service de la nation tout entière. Je ne reviens pas sur sa création en 1945 si ce n'est pour dire qu'elle repose sur un double substrat culturel.

Le premier est le modèle britannique d'une fonction publique polyvalente qui s'était illustrée dès la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. L'idée est donc de (re)créer une fonction publique dotée d'une culture commune où les mêmes agents pourront servir dans tous les corps. C'est important pour la suite à la lumière de ce qui s'est réellement passé<sup>20</sup>.

Autre caractéristique, ce modèle d'une fonction publique polyvalente a été accolé au modèle typiquement français de la grande école comme modèle historique.

Ce produit de deux traditions tout à fait différentes a commencé par réussir avant, peut-être, d'échouer. Il ne m'appartient pas de le dire. En effet, ayant été élève de cette école dans les années 1980, membre des trois jurys dans les années 1990, directeur dans les années 2000 et membre du conseil d'administration de 2012 à 2017, la vision que j'en ai est probablement trop imprégnée des problèmes réels qui se sont posés à l'école réelle.

Je veux dire quand même que, par opposition au vrai débat qui existe autour de l'ÉNA – Jean-Pierre Chevènement y a fait allusion –, cette école a été la cible de beaucoup de faux procès. J'en ai entendu un certain écho ici même. Nombreux sont les universitaires – plutôt sociologues qu'historiens en général – qui ont écrit sur l'ÉNA. Je n'arrive même plus à tenir le compte de tous les ouvrages que j'ai pu lire sur la question. Entre 1990 et 2010 il n'y en a pas moins de quinze dont j'extraierai *La noblesse d'État* de Bourdieu, un ouvrage qui me semble totalement

---

<sup>20</sup> Le fait que la polyvalence de la haute fonction publique n'ait pas empêché, aidée par le classement de sortie, que certains corps trustent les fonctions les plus attractives a beaucoup joué dans la contestation interne du système.

à côté de la question. En effet, de même que Bourdieu a raté la question de l'école républicaine qu'il présente avant tout comme un agent reproducteur d'inégalités - ce qu'elle a fini par devenir mais, à l'inverse de ce que dit Bourdieu, parce qu'elle a abandonné l'idéal républicain - on retrouve dans *La noblesse d'État* le même défaut d'analyse. Alain Supiot a montré que la « noblesse d'État » est un concept emprunté à Paul Ardarscheff (sans que Bourdieu n'ait d'ailleurs jamais mentionné l'origine de ce concept<sup>21</sup>). *La noblesse d'État*, à travers laquelle l'auteur dénonce avec virulence les élites politiques et surtout administratives, intervient d'ailleurs au moment où, la mondialisation s'installant, c'est le pouvoir économique et financier qui pose la question principale des inégalités si chères à Bourdieu ! C'est la raison pour laquelle je pense que Bourdieu est emblématique des nombreux faux procès qui ont été faits à l'ÉNA. J'ai lu pour ma part beaucoup d'ouvrages de sociologues qui ne connaissaient rien au système, qui n'avaient pas pris la peine de venir voir comment les choses se passaient réellement notamment en enquêtant sur place.

Autre phénomène, lié à celui-ci, c'est la manière dont la presse, à l'époque - vous avez brillamment montré que ce n'est plus le cas -, et notamment la presse magazine, la presse économique, tenait quand même le haut du pavé de l'opinion dominante sur la critique de l'ÉNA, reprise dans les journaux télévisés, dans les journaux moins conséquents et quelquefois dans la presse quotidienne. Jean Boissonnat, qui fut directeur de *L'Expansion*, avait attiré mon attention sur la forme de rivalité qui opposait le journaliste économique et l'énarque qui a réussi. La presse quotidienne régionale au contraire a toujours eu une attitude très paisible vis-à-vis de l'ÉNA qu'elle connaît surtout par le préfet, un fonctionnaire désintéressé dont elle sait l'utilité pour lutter contre les clientélismes locaux et qui, au fur et à mesure qu'on installe dans le pays la décentralisation, a quand même montré une tenue, une rigueur et porté une vision de l'intérêt général (pour prononcer enfin le mot qui doit être prononcé ici) dans laquelle, m'a-t-il toujours semblé, nos concitoyens se reconnaissent.

Je nuancerai donc largement le procès qui est fait à l'ÉNA, notamment du fait des sociologues, des politologues et de la presse. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de problème, il y a aussi de vrais débats. Le pamphlet de Jacques Mandrin - Jean-Pierre Chevènement l'a rappelé tout à l'heure - était fondé sur l'idée d'une reproduction à base sociale qui devenait une reproduction mécanique de pensée

---

<sup>21</sup> Alain Supiot, conférence à l'IRSP : « La Fonction publique », Cahiers de l'IRSP, mai 2021.

par le fait qu'un certain nombre de postes de pouvoir étaient préemptés, gérés et menés par des petits groupes parlant la même langue, si je puis dire, et peut-être aussi représentant les mêmes intérêts, même à l'époque. Au moins en ces temps-là l'intérêt national n'était-il pas le parent pauvre de l'univers mental des hauts fonctionnaires...

J'en viens ainsi à la question qui me paraît centrale, celle de l'évolution de l'ÉNA depuis vingt ou trente ans, depuis le moment où le tout marché s'est installé dans notre pays et où, simultanément, la marche de l'Europe a amené un certain nombre de nos élites (pas seulement des élites administratives) à regarder autrement la nation et à considérer que les problèmes de cette nation, qui en France sont de ce point de vue les mêmes que ceux de l'État, doivent être traités dans une perspective différente et même radicalement différente. C'est alors qu'on a vu le modèle basculer d'une ÉNA qui participait à la reconstruction du pays à une ÉNA qui participe à la décomposition de notre modèle national étatique<sup>22</sup>.

C'est ainsi du moins que je vois les choses.

Marcel Gauchet a dit ce qu'il y avait à dire sur l'attraction du modèle néolibéral, son opposition à l'ADN national et simultanément la remise en cause du fonctionnement interne de nos services publics, matérialisée par la Révision générale des politiques publiques (RGPP) qui a été le mantra repris par tout ce que, en remontant à Alain Madelin, la France a compté de gouvernements libéraux, qu'ils fussent de droite ou de gauche. Sonnant le tocsin des prétendus excès de la dépense publique on a donc créé sans imagination la RGPP, un concept qui eût pu être intelligent s'il avait été mis au service d'une vraie vision de la réforme de l'État.

Vous-même, Jean-Pierre Chevènement, lorsque vous étiez ministre de l'Intérieur, aviez lancé l'idée que la réforme de l'État devait venir sur le devant de la scène. Mais il ne s'agissait pas de la réforme de l'État qu'ensuite nos

---

<sup>22</sup> Encore faudrait-il tenir compte de l'empressement à nier leur propre nation qui a été celui de certaines personnalités : on pense à JM Marie Messier, polytechnicien et énarque, se déclarant dans les années 2000 plus américain que français. On songe aussi au rôle éminent qu'ont joué certaines élites françaises dans la mise en place des instruments de la mondialisation et qui a été mis en relief par Rawi Abdelal (*Capital rules : the construction of global finance*, 2007).

engagements européens nous ont imposée à coups de déficit maastrichien, de TSCG et de Semestres européens, c'est-à-dire l'idée que moins l'État dépense plus il est respectable et plus les choses se font d'une manière judicieuse.

On a donc complètement « raté » toutes ces questions. Mais ce qui est sûr est que ni l'attraction du modèle néolibéral ni sa traduction interne par la Révision générale des politiques publiques ne sont directement le fait de l'ÉNA. Elles sont le fait d'une classe politique qu'on ne peut pas exonérer de sa responsabilité.

J'ai en effet entendu dire souvent, et tout à l'heure encore, que l'ÉNA s'est emparée de la politique. Mais pas du tout ! C'est la politique qui s'est emparée des énarques. Beaucoup d'entre nous l'ont vécu. Je ne parle pas des énarques de premier rang qui ont été cités tout à l'heure, qui voyaient en l'ÉNA la possibilité d'accéder à un métier en cohérence avec leur vocation politique, comme le fut autrefois le métier de professeur ou celui d'avocat (il faut bien avoir un métier dans la vie), je parle du phénomène massif qui fait que les partis politiques sont allés chercher des énarques parce qu'ils accompagnaient mieux la mise aux normes de leurs troupes : quand on ne parle plus de lutte des classes ni d'intérêt national, il est commode d'avoir des énarques pour parler aux électeurs avec un peu de réformisme raisonnable, sur fond de connaissance technique des finances publiques et c'est tout. Ensuite ils deviennent éventuellement ministres, ce fut le cas de beaucoup d'entre eux. Ce que l'on voit en général comme une sorte d'expansion de l'ÉNA qui se serait répandue sur la classe politique est en réalité le phénomène inverse. Une classe politique qui était en train d'abandonner ses propres clivages droite/gauche et ses propres idéaux nationaux est allée chercher des énarques pour exprimer qu'elle était enfin devenue « raisonnable ». Je crois que c'est dans ce sens-là que les choses se sont passées. Mais c'est rarement vu et encore plus rarement dit. Pour avoir assisté à ce phénomène, je crois qu'il faut le « lire » dans le bon sens.

Dans cette évolution de l'ÉNA deux facteurs auront été décisifs :

Le premier est la montée de l'idéologie mondialisatrice – ou mondialisante – et, à travers cette idéologie, le tout *management* qui accompagne parfaitement la Révision générale des politiques publiques.

Le second est la réforme de Sciences Po qui joue un rôle absolument clé dans ce qu'a vécu notre haute administration et même notre classe politique depuis une vingtaine d'années.

Le *new public management* est une mode lancée par nos amis britanniques (toujours très doués pour lancer des modes dans le monde entier) et reprise au vol par un certain nombre de pays aussi baroques par rapport à ce modèle que la Nouvelle-Zélande ou la Corée du Sud, qui a été très marchante dans l'affaire. J'ai vécu tout cela à l'ONU où j'ai appartenu ces vingt dernières années au Comité d'experts en administration publique puis à la Commission de la fonction publique internationale. J'y ai très bien vu comment ce modèle du *new public management* a petit à petit fait tache d'huile, devenant un peu le modèle de ce que devaient être les administrations publiques dans le monde pour accompagner les politiques néolibérales.

C'est très fort de la part des Britanniques qui n'ont jamais renoncé à exercer un impérialisme culturel sur les idées.

Parfois pour le meilleur : j'expliquais tout à l'heure l'apport qu'ils ont eu dans notre réflexion de 1945 sur la création de l'ÉNA.

Parfois pour le pire : j'ai observé les différents pays du monde dans leur rapport au *New public management* (NPM), des pays d'Amérique du Sud, d'Europe bien sûr ou encore le Canada (très en avant de la marche) qui avait créé un certain nombre d'agences pour donner l'impression que l'État ne faisait pas tout. Dix ans après on s'est rendu compte que ces agences étaient des facteurs de corruption tels qu'il a fallu y mettre fin. Pourtant le NPM a encore aujourd'hui en France un certain nombre de thuriféraires, parfois à un niveau élevé de l'État, qui nous expliquent que le « *Top down* », le « *bottom up* », le « *benchmarking* » ainsi que la transparence et l'évaluation – des concepts évidents pour les deux derniers du moins – constituent le tout de la réforme d'une administration dont on a l'impression qu'elle ne se réforme jamais que pour nier davantage encore les besoins de la nation et de l'État.

Voilà le sentiment que tout cela peut laisser.

La réforme de Sciences Po n'intervient pas par hasard dans ce contexte. En l'an 2000 son charismatique directeur, Richard Descoings, avait expliqué cyniquement qu'il allait en faire « l'école du marché ». À cette fin, il et il avait demandé à ses intervenants (dont certains me l'ont rapporté) de ne plus orienter les meilleurs vers la section service public, nom de la préparation au concours de l'ÉNA. Cette dernière a d'ailleurs été rebaptisée depuis « Affaires publiques » (précisément le nom que porte le *lobbying* dans les entreprises qui veulent faire

pression sur les politiques ou sur la classe administrative !), regroupant vingt-cinq ou trente matières dans lesquelles on prend des dominantes remplaçant les formations solides de naguère en droit public et en économie. Je l'ai vécu directement souvent en conflit avec R. Descoings, je crois donc savoir à peu près ce dont je parle...

Cette réforme a été considérable parce que, cela a été justement rappelé, il ne faut pas oublier que la grande école, c'est Sciences Po. C'est par l'École libre des sciences politiques, fondée en 1871 pour redresser la France que sont passés le recrutement des grands corps de l'État et celui des administrateurs. L'ÉNA est un peu par rapport à Sciences Po ce que sont les Ponts ou les Mines par rapport à l'X, si je puis dire. C'est Sciences Po qui est la grande école, l'ÉNA est une école d'application. Ce qui a engendré deux critiques récurrentes. Celle des jurys qui se plaignent avec constance de ne pas pouvoir, lors de l'épreuve du grand oral, sortir les élèves du modèle de Sciences Po : c'est vrai, j'ai siégé au jury, la force du modèle est impressionnante. Et celle des élèves eux-mêmes qui se plaignent qu'on ne leur fasse pas faire à l'École autre chose que ce qu'ils ont déjà fait à Sciences Po.

La grande école c'est donc Sciences Po. C'est pourquoi le tournant pris par Richard Descoings avec l'appui d'un certain nombre de membres de l'élite économique et financière française qui siégeaient à la Fondation des Sciences politiques (j'y siégeais également à ce moment-là) a été un tournant vraiment impressionnant. Richard Descoings a voulu faire la *London School of Economics* française. Il y a parfaitement réussi. Sciences Po est bien placé dans les classements. Le système a été très bien mis en place avec un financement véritablement exceptionnel (marqué d'ailleurs par une véritable opacité) et il est arrivé à impressionner et à recruter les meilleurs. J'en vois certains dans la salle d'ailleurs. Ce sont vraiment les meilleurs aujourd'hui qui, sortis du bac, vont à Sciences Po. Ce n'est pas sans poser un vrai problème. Ensuite une partie de ces meilleurs (malgré une certaine crise des vocations) se retrouve à l'ÉNA, maintenant Institut national du service public (INSP). Voilà ce qui s'est joué depuis les années 2000.

Ce faisant, jetant le bébé avec l'eau du bain, on a oublié les deux atouts majeurs de l'ÉNA.

Le premier c'est la coopération administrative. L'ÉNA est une énorme machine à coopération administrative. Cette coopération nous montre à quel point le modèle de l'État français fut – je n'ose pas dire qu'il l'est encore – respecté et admiré dans le monde. Il fut un temps où un directeur de l'ÉNA – ce fut mon cas, ce fut le cas de mon prédécesseur, de mon successeur ... – devait refuser les demandes de créer des ENA dans toutes les parties du monde ! Il fallait expliquer à certains pays que la création d'une ÉNA ne leur servirait à rien. Je me vois encore expliquer ça au Liban dont le problème principal (outre sa culture propre) n'était vraiment pas – n'est toujours pas - celui-là.

La coopération administrative comme instrument du rayonnement diplomatique français, n'est certes pas portée par la seule ÉNA, même si elle y joue un rôle majeur. Le ministère des Finances, les agences – d'ailleurs démultipliées – du Quai d'Orsay jouent également leur rôle. Mais l'ÉNA porte le modèle.

Poursuivant cette sorte de « défense et illustration », j'ajouterai que l'autre atout considérable de l'ÉNA était quand même le concours interne. L'ÉNA a été, vous l'avez dit, une école immédiatement ouverte aux femmes et immédiatement ouverte aussi pour la moitié de ses postes à des fonctionnaires plus ou moins blanchis sous le harnais. Il y a quelques années, un président de chambre du tribunal administratif de Bordeaux m'avait raconté qu'il avait commencé sa carrière comme fonctionnaire de catégorie D, à l'époque où ça existait encore, c'est-à-dire qu'il poussait les chariots pour distribuer les papiers dans les bureaux. Seul le passage par l'ÉNA lui avait permis un tel parcours.

Le concours interne, dont je suis moi-même issue, était donc une réussite. Mais il a rencontré un phénomène dont l'ÉNA n'a été que la caisse de résonance, c'est la panne de la démocratisation liée certes à la baisse de qualité de l'école publique mais aussi à l'effet « en cuvette », très bien décrit par l'INSEE, qui veut qu'à un certain moment dans notre pays les classes sociales modestes se sont réduites au profit des classes moyennes. Cela s'est naturellement ressenti dans le recrutement. Le recrutement de l'ÉNA n'est pas moins démocratique que celui des autres grandes écoles ou des filières universitaires sélectives (agrégation, 3<sup>e</sup> cycle, médecine). Mais depuis les années 80 il reflète lui aussi la panne de l'ascenseur social.

En résumé, on ne peut pas accuser l'ÉNA d'avoir colonisé la classe politique : c'est la démission des grands partis de gouvernement qui a fait la montée des énarques dans l'appareil d'État.

On ne peut pas non plus l'accuser d'avoir affaibli l'État car c'est l'État lui-même, en la personne de ses dirigeants politiques, qui a décidé de s'affaiblir, à coups de traités européens, à coups d'entrée dans la mondialisation, à coups d'Acte unique, à coups de décisions prises en dehors des intérêts de la nation, pour ne pas dire en contradiction avec eux notamment en matière économique et financière.

L'ÉNA a exécuté, certainement, elle a parfois même exécuté avec enthousiasme.

On pourrait, à juste titre, me parler du pantouflage qui a effectivement toujours été de pair avec l'ÉNA. Le système était acceptable quand il restait limité. Mais on ne peut comparer le pantouflage jusqu'aux années 1980, lorsque les hauts fonctionnaires du Conseil d'État ou de l'Inspection des finances intégraient des entreprises ou des banques nationales, avec des émoluments certes supérieurs, et celui qui, vingt ou trente ans plus tard, leur permet de multiplier leur salaire par dix (sans compter leur participation actionnariale) lorsqu'ils prennent la tête d'une entreprise du CAC40. Ils deviennent alors des hauts fonctionnaires hors sol qui ne reviendront pas. C'est de plus un exemple un peu fâcheux donné à l'immense majorité des administrateurs civils dont il faut dire qu'ils sont encore aujourd'hui l'ossature de l'État.

J'ai parlé tout à l'heure du corps préfectoral, ce corps d'une grande qualité, porteur de l'intérêt général, du sens du commun, par opposition à un certain clientélisme local. On pourrait parler du corps diplomatique. On peut parler de l'ossature des serviteurs de l'État qui, pour partie, me semble-t-il, croient encore au service de l'État ... et croient peut-être encore que la nation française est un État, le même État qu'ils voient admirer et parfois imité à l'étranger lorsqu'ils sont en mission de coopération administrative. Au point qu'il est parfois embarrassant d'expliquer à l'étranger que nous ne sommes plus tout à fait sur le modèle des services publics dont ils croient que nous sommes encore les porteurs.

C'est cet ensemble de phénomènes, qui ont leur complexité, qu'il m'a paru utile de rappeler.

Je vais conclure sur un point relativement modeste mais qui m'est cher. Une école nationale d'administration est finalement la traduction de la vision que, dans une démocratie comme la nôtre, la classe politique, seule porteuse des

décisions, a de l'avenir du pays. Est-il possible de réinterroger le modèle qui a été celui de l'ÉNA pour arriver à reconstituer une vision de l'État national français, modernisé, bien entendu, qui lui rendrait un peu ses lettres de noblesse, celle que l'étranger nous envie encore, celle que peut-être le peuple français – qu'il mérite ou non ses élites – pourrait attendre d'elle ?

Finalement quelle vision l'État a-t-il de son propre avenir ? Et surtout de quels serviteurs a-t-il besoin et envie ?

Je ne reviendrai pas sur la réforme de l'INSP parce que nous ne savons pas encore ce qu'elle va donner. Il est inutile de faire des procès sans portée ni sens. Mais il me paraît utile de nous demander ce qu'il y a aujourd'hui dans l'esprit des futurs hauts fonctionnaires. En effet, que l'on fasse une ÉNA, une INSP ou que l'on fasse éclater complètement le recrutement il restera toujours cette grande école majeure, Sciences Po, qui véhicule avec beaucoup de puissance le modèle néolibéral.

Face à cela que peut-on faire ? Y a-t-il aujourd'hui dans notre pays un certain nombre de jeunes gens qui ne se satisfont pas de la situation, qui sont prêts à revenir vers une meilleure vision des besoins de notre nation et de notre État ? Qu'y a-t-il aujourd'hui dans l'esprit des jeunes de Sciences Po et des jeunes hauts fonctionnaires ? On y trouve globalement une vision très européiste des choses, le sentiment que la France n'a pas à maintenir ni son rang ni peut-être même sa voix. De sorte que jamais l'intérêt national n'a été plus éloigné aujourd'hui, je le redoute, de l'esprit des jeunes générations formatées par Sciences Po.

Je conclurai par une interrogation dont chacun pourra apprécier la pertinence. La thèse défendue brillamment par Stéphane Rozès dans son nouvel ouvrage<sup>23</sup> est que le naufrage de l'imaginaire français entièrement pétri par l'État-nation, sous les coups de la mondialisation dans sa version historique actuelle, conduira au chaos plutôt qu'au redressement.

Mais faisons le pari du redressement.

Que faudrait-il pour que l'école de la haute fonction publique française serve à nouveau véritablement l'État et la nation ?

À l'évidence il faudrait que l'État lui-même, la classe politique, ait une vision constructive de l'avenir de la France. C'est la conclusion logique de ce que j'ai dit. Selon Stéphane Rozès on ne pourra pas y parvenir si on ne répare pas les

---

<sup>23</sup> Stéphane Rozès, *Chaos. Essai sur les imaginaires des peuples*, éd. du Cerf, 2023.

imaginaires nationaux. Mais qui va assumer la tâche de réparer les imaginaires nationaux, notamment notre vision de l'État ? L'école n'est pas en situation de le faire. Les intellectuels, Marcel Gauchet l'a dit, ne sont pas en situation d'être entendus. L'université aurait peut-être un rôle à jouer en ce domaine mais Éric Anceau semble sceptique.

Comment faire ? Faut-il garder l'optimisme de la volonté et tenter un pari sur l'avenir ?

Nous avons pensé, à la Fondation Res Publica, qu'il était possible de tenter, avec nos moyens, à petite échelle, une expérience de transmission des besoins réels de notre État. Nous avons créé il y a maintenant quatre ans un institut républicain du service public (IRSP) qui recrute annuellement des auditeurs – certains sont ici – pour les mettre en présence d'intervenants de très haut niveau capables de diffuser par le discours et par l'exemple ce que peut être aussi le redressement de l'État. Jean-Pierre Chevènement avait fait la conférence d'ouverture. Et depuis quatre ans nous leur avons fait entendre des gens comme Louis Gallois, Alain Supiot, Thierry de Montbrial, Anne-Marie Le Pourhiet, Jean-Éric Schoettl, la préfète Nicole Klein, Marcel Gauchet ... Nous essayons de mettre nos jeunes auditeurs en face de pensées d'un niveau suffisamment élevé pour qu'elles soient en elles-mêmes attractives. Je ne sais pas si nous arriverons à quelque chose avec cette expérience mais la Fondation Res Publica considère qu'elle essaye de jouer là un modeste rôle de transmission vers une pensée qui serait délivrée du court-termisme. À ce jour nous avons formé une soixantaine d'auditeurs et le pari est que malgré ce très petit nombre et, encore une fois, la modestie du projet, un amalgame positif pourrait se faire un jour.

J'ai en effet toujours été frappée par le rôle qu'ont joué deux grands clubs dans la haute fonction publique française : le club Jean Moulin et le club Témoins. Le club Jean Moulin, à certains égards complexe dans sa vision des choses, a principalement porté l'idéal de décentralisation qui fait partie de son histoire. Le club Témoins est le club de l'europhisme. On y a trouvé un certain nombre de dirigeants, et non des moindres, et même un président de la République (pas l'actuel, son prédécesseur). Ces clubs ont travaillé ces zones intermédiaires dans lesquelles les élites se rencontrent et peuvent entre elles examiner l'avenir et les « réformes » – pourquoi ne pas faire la même chose sans donner à ce mot la connotation libérale qui l'a détourné vers la pensée unique ?

Voilà un peu le pari que nous faisons. Nous voyons dans l'IRSP la branche « Transmettre », selon le mot qu'avait employé Jean-Pierre Chevènement, de cette fondation. C'est un pari fondé sur la rencontre entre quelques hauts acteurs publics décidés et un peuple qui ne se résigne pas à son déclin, avec une classe politique qui, sauf dans ses parties les plus radicales, ne serait pas uniformément acquise au modèle libéral mondial, financier européiste<sup>24</sup> tout en ayant une vision saine et positive de la nation. Si nous pouvions avoir la conjonction des trois – c'est une conjonction d'astres qui n'est pas facile – nous arriverions peut-être à reconstituer quelque chose. Cela ne serait peut-être pas le projet de 1945 – l'histoire ne se refait pas, il faut être réaliste – mais ce serait peut-être le début de quelque chose que, pour ma part en tout cas, j'appelle de mes vœux parce que je ne me résigne pas en ce domaine au pessimisme.

### *Débat*

BENJAMIN MOREL
----------------

Bonsoir à tous.

Je voudrais faire part d'un constat, d'une angoisse, et poser les questions auxquelles je crains malheureusement d'avoir quelques éléments de réponse.

Pour faire suite à ce que disait Marie-Françoise Bechtel, en tant que chercheur qui travaille sur le Parlement je constate aujourd'hui une désaffection de ce que l'on pourrait appeler les élites pour la carrière politique et notamment la carrière parlementaire. Selon les statistiques portant sur les vingt dernières années la carrière parlementaire est devenue un repoussoir pour des gens qui arriveraient en tête de classement de l'ÉNA ou même qui sortiraient d'écoles comme Sciences Po ou HEC.

Le directeur d'une formation aux concours administratifs que je suis constate également un phénomène qui touche le rapport des élites aux concours

---

<sup>24</sup> Mot qu'il serait trop long de commenter mais qui désigne la vision étroite d'une Europe aux institutions opaques et aux choix surdéterminés par le néo libéralisme.

administratifs. Aujourd'hui, lorsqu'on est en concurrence avec les directeurs de masters de droit des affaires, etc., on se rend compte que les meilleurs éléments délaissent les masters qui préparent aux concours de la fonction publique. Je suis d'assez près les concours parlementaires et je vois que les étudiants qui aujourd'hui tentent et qui obtiennent les concours d'administrateur du Sénat ou de l'Assemblée nationale (de très bons concours) ne sont plus tout à fait les mêmes et n'ont pas toujours le même niveau que ceux d'il y a dix ans. D'un autre côté, les concours de directeur d'hôpital ou de directeur de soins qui, moins connus, moins courus que ceux d'administrateur des assemblées ou de l'ÉNA (INSP), sont malgré tout des beaux concours, ne font pas forcément le plein, y compris du point de vue des admis. Le taux d'admission dans ces concours est devenu si important que je vous mets au défi de trouver les derniers rapports du jury qui, à ma connaissance, ne sont pas parus depuis trois ans.

Tout cela pour dire qu'aujourd'hui les fonctions politiques et les fonctions administratives apparaissent beaucoup moins attractives pour ceux que l'on pourrait considérer comme des élites sociales, des élites intellectuelles et, *in fine*, des élites économiques.

Or – je parle sous le contrôle d'Éric Anceau – si on s'intéresse un peu à l'histoire des élites, à la concurrence entre les élites ou tout bêtement à la définition de l'élite, la conquête des postes administratifs et des postes politiques est un point névralgique. Une élite vise justement à conquérir ces places-là. Aujourd'hui il semble que ça ne les intéresse plus.

Question faussement naïve : qu'est-ce que cela veut dire et doit-on s'en inquiéter ?

ÉRIC ANCEAU
-------------

Je partage totalement le constat de Benjamin Morel.

Mon regard pourrait apparaître biaisé parce que je travaille dans le domaine des sciences humaines et sociales et en particulier en histoire. Je pourrais vous citer les noms d'une dizaine de politiques et d'hommes d'État qui ont été des historiens, à commencer par Édouard Herriot, mais ce n'est pas le cursus habituel. Par contre, pour avoir créé et dirigé un double-diplôme Histoire – Sciences sociales entre Sciences Po et la Sorbonne et ayant très longtemps travaillé à Sciences Po,

je constate effectivement cette désaffection très préoccupante des meilleurs éléments de nos élites. Je n'ai aucune réticence, bien sûr, à utiliser le terme d'élites pour les fonctions politiques et les fonctions de la haute administration.

J'ai été un peu attaqué sur ma vision de l'ÉNA. Mais elle a été mal comprise parce que mon cahier des charges, comme je le disais, était la défiance du peuple par rapport aux élites. Je suis un très grand défenseur de l'ÉNA, à tel point que Patrick Gérard qui m'avait très bien identifié, avant que j'intervienne dans les médias, me faisait parvenir des petites fiches pour défendre l'ÉNA, c'est vous dire ! Il est très clair que l'ÉNA est un symbole qui ne plaît pas à nos concitoyens. J'ai pu le constater dans des médias que l'on pourrait qualifier de populistes. Sur *Sud Radio*, si vous prononcez le mot « élites » ou le mot « ÉNA », vous révoltez des dizaines d'auditeurs qui n'identifient pas où est le mal, lequel, vous le savez très bien Mme Bechtel, est bien davantage Sciences Po, nous sommes bien d'accord.

Je suis un grand défenseur du corps préfectoral. Où en serions-nous de la crise du covid si nous n'avions pas eu le corps préfectoral d'une part et nos élus municipaux d'autre part ? Ce sont nos maires et le corps préfectoral qui ont tenu le pays pendant la crise du covid. On peut leur rendre hommage.

Je voudrais répondre très rapidement à trois points qui ont été soulevés.

Il est effectivement fondamental de définir les élites. Permettez à l'historien une petite exégèse. Le mot « élites » remonte aux XIII<sup>ème</sup>-XIV<sup>ème</sup> siècles. Quand Chrétien de Troyes et Christine de Pizan utilisent ce mot il a une double acception qui explique aussi la complexité du terme et les affres dans lesquelles nous tournons depuis plus d'une heure et demie. Chrétien de Troyes et Christine de Pizan définissent comme élites à la fois ceux qui conseillent et entourent les rois, donc les légistes dont je parlais tout à l'heure, les conseillers politiques en quelque sorte, mais aussi les meilleurs de chacune des professions reconnus par leurs pairs. D'une certaine façon il peut y avoir une élite de la chevalerie comme une élite de la paysannerie (j'ose le terme par provocation).

Cela m'amène à la question de Marcel Gauchet à qui je vais faire une réponse de Normand. En disant qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle on utilisait le terme exclusivement au singulier il a à 200 % raison. Je n'ai trouvé aucune occurrence des élites au XIX<sup>ème</sup> siècle. En revanche on utilisait beaucoup le terme « élite » pour désigner l'élite

militaire, l'élite de la finance, l'élite de l'industrie ... ce qui revient à évoquer une diversité des élites.

Selon Marcel Gauchet ces élites se sont élargies aux XX<sup>ème</sup> et XXI<sup>ème</sup> siècles. Je n'ai pas d'éléments statistiques à donner mais je pense qu'il a parfaitement raison. Cela s'explique par la complexification de nos sociétés qui sont également plus diverses avec la tertiarisation. Je vous livre un chiffre qui dit tout : la société française du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle était à 85 % rurale et à 70 % paysanne.

#### DANS LA SALLE

Je me suis plutôt retrouvé dans l'intervention de M. Chevènement parce que selon moi ce n'est ni une école, fût-elle l'ÉNA, ni un institut qui produit l'élite.

Pourquoi fête-t-on Alésia, qui vit la défaite de l'élite locale ? Pourquoi se réfère-t-on constamment à de Gaulle, mort depuis plus de cinquante ans ? C'est que de Gaulle parlait d'honneur. On ne discute pas l'honneur.

J'ajouterai que tout *leadership* commence par un populisme.

#### MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci.

Vous portez témoignage de ce que vous estimez être une certaine résilience du peuple français, malgré Alésia.

Il y a une résilience du peuple français vis-à-vis de la nation et de l'État. On peut, sans y mettre un optimisme excessif, se dire que ce sont des notions, des mots, des affects qui résonnent encore. La difficulté est d'en convaincre des élites qui, dans leur diversité, obnubilées par leur intérêt personnel, sont peut-être les dernières à le comprendre. La hantise de la mort dont parle Christopher Lasch est certainement un phénomène qui joue : la vie est trop courte pour qu'on n'en profite pas. Jean-Pierre Chevènement a signalé le phénomène du ludisme qui s'est emparé de très larges fractions du peuple, et pas seulement des élites, dans les grandes démocraties historiques. S'agit-il d'une révolution à laquelle il va falloir nous adapter en proposant les remèdes nécessaires ? Le volontarisme dont

j'essayais de faire preuve pour finir mon exposé est-il de rigueur ? Je vous avoue que je n'en sais rien. C'est un pari.

DANS LA SALLE

Madame, vous avez cité l'optimisme de la volonté mais vous avez oublié le pessimisme de l'intelligence. Pour continuer avec Gramsci, il disait que la crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître.

Vous parlez du néolibéralisme. Il faut quand même appeler les choses par leur nom. C'est le capitalisme qui dévoie les élites en attirant les meilleurs dans un champ qui n'est pas le champ de l'État. Je dirai presque qu'il y a deux élites : l'élite du capitalisme et l'élite de l'État.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je dirai simplement qu'il fut un temps dans ce pays où on a pensé que le capitalisme dont vous parlez pouvait être tenu dans des bornes raisonnables, pouvait faire l'objet de compromis passés entre l'élite et le peuple et que cela n'est plus en cours depuis la chute du mur de Berlin. C'est vraiment ce qui a déclenché le grand *rush* vers le tout chacun pour soi.

DANS LA SALLE

Ma question s'adresse à M. Gauchet. À propos de capitalisme, peut-on opposer le capitalisme rhénan au capitalisme français ?

En l'occurrence le capitalisme rhénan me semble ne plus être vraiment un capitalisme rhénan. C'est le problème !

Michel Albert identifiait ce contraste à très juste titre en 1991 dans son livre : *Capitalisme contre capitalisme*<sup>25</sup>.

Que reste-t-il aujourd'hui du capitalisme rhénan ? C'est un modèle qui n'a plus de vraie spécificité.

Cela nous amène à un problème encore plus important qui est le rôle que la construction européenne a joué pour dénationaliser les capitalismes, y compris le capitalisme allemand qui était le plus développé dans le cadre de l'Union européenne et qui désormais obéit aux normes du capitalisme européen, les plus globales qui soient, y compris par rapport au capitalisme américain qui a une vitalité sans doute supérieure mais qui est intimement lié aux intérêts nationaux américains en dépit de sa dimension globale. Alors que l'Europe est le lieu où s'est installé le capitalisme le plus global dans sa philosophie, y compris en Allemagne. Ce pays a changé totalement sur le plan des règles du jeu économique, ce n'est donc plus un modèle de référence.

Votre allusion à l'Allemagne me rappelle une anecdote. Je me trouvais en 2001 à Berlin pour un colloque à l'initiative du conseiller politique du chancelier Gerhard Schröder. J'y étais invitée en qualité de directrice de l'ÉNA.

A-t-on le droit de reconstituer une élite allemande ? Tel était le sujet.

Oui, nous avons le droit d'avoir une élite, nous aussi ... à la condition que cette élite parle anglais ! Autrement dit la langue de la pensée dominante. Telle avait été la conclusion du colloque.

---

<sup>25</sup> Michel Albert, *Capitalisme contre capitalisme*, Le Seuil 1991.

Dans ce livre l'auteur oppose deux modèles de capitalisme : le modèle « néo-américain », fondé sur la réussite individuelle et le profit financier à court terme et le modèle « rhénan », qui, en Allemagne, en Suisse, dans le Bénélux et en Europe du Nord, valorise la réussite collective, le consensus, le souci de long terme.

DANS LA SALLE

On oppose souvent les *anywhere* et les *somewhere*

Une question me taraude : les *anywhere* sont-ils vraiment de nulle part ou viennent-ils de quelque part ?

MARCEL GAUCHET

Très bonne question !

Il faut faire une analyse subtile des privilèges réels par rapport aux programmes existentiels des gens. C'est une autodéfinition opérationnelle puisque, désancrés de leur territoire d'origine et de formation pour faire valoir leurs atouts de façon indépendante à l'échelle globale, ces *anywhere* restent évidemment ancrés pour le meilleur dans leur territoire d'origine et profitent de la dimension globale pour l'épanouissement de leur carrière.

Mais je crois que la véritable élite globale n'existe pas.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Le phénomène frappant est quand même à beaucoup d'égards un certain retour des États. On n'a pas compris tout de suite que la dimension politique d'une mondialisation cornaquée par les États, un certain État plus que d'autres. Mais aujourd'hui on parle quand même beaucoup de retour de l'État. François Lenglet a parlé dans un ouvrage récent<sup>26</sup> du retour de l'État et du politique. Je ne sais pas s'il a suffisamment d'arguments pour ce faire mais cela s'illustre dans les situations d'instabilité géopolitique que connaît le monde. Une trentaine de conflits sanglants déchirent le monde en ce moment-même, mettant en cause de larges pans des populations sur tous les continents, y compris bien sûr aujourd'hui en Europe. L'instabilité du monde produite à coups de numérisation, de supercommunication et de superconsommation ne va-t-elle pas conduire à des

---

<sup>26</sup> François Lenglet, *Rien ne va mais...*, Plon, 2022.

crises telles qu'elles exigeront un sursaut des peuples et/ou des classes politiques ? Je parle de classes politiques et non d'élites parce que ce ne sont pas les industriels ni les énarques qui vont faire le sursaut de la France. Ils pourront l'accompagner, le traduire, ils pourront créer les outils nécessaires à ce sursaut mais il n'y a que le peuple d'une part et la classe politique de l'autre qui, en de telles circonstances, auront en main notre destin.

DANS LA SALLE

Dans la situation où nous sommes, pensez-vous qu'il soit encore raisonnable de penser à un sursaut patriotique ou souverainiste des peuples en général, du peuple français en particulier ?

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je ne sais pas ce qu'est le souverainisme. Je sais ce qu'est l'attachement à la souveraineté mais le souverainisme ... Personnellement je n'emploie jamais ce mot qui exprime le concept canadien de sécession.

Un sursaut patriotique peut s'espérer mais ce n'est pas quelque chose qui peut se présumer hors une approche de type kantien (« que puis-je croire, que m'est-il permis d'espérer ? »).

Il ne faut pas se dissimuler que le monde dans la période historique qui nous est perceptible a connu des crises très graves. En cent ans, entre 1815 et 1914, les peuples avaient oublié le tragique de l'histoire, écrit Henry Kissinger dans ses Mémoires<sup>27</sup>, ils croyaient qu'ils étaient là pour toujours. Plus de cent ans ont passé et ces crises, la peur de la mort, de la fin, ont suscité le « consumérisme » porté par les individus eux-mêmes et puissamment mis en avant dans les démocraties.

Alors, à moins d'une crise forte, d'une crise de guerre, que l'on préfère ne pas imaginer, je vois difficilement comment nous en sortirons.

---

<sup>27</sup> Cité par Thierry de Montbrial, Introduction au *Ramsès* 2023.

ALBERT SALON

Madame et Messieurs, j'ai été tout à fait passionné par ce débat qui me touche au plus profond de moi-même parce que, issu d'une classe très pauvre, j'ai été élève d'une école normale primaire et ensuite tous les concours, y compris ceux de Sciences Po et de l'ÉNA, m'ont amené à être ambassadeur et à présider actuellement plusieurs associations qui défendent le français, la francophonie.

Je fais écho à votre inquiétude, Madame, concernant le rôle des élites dans la résilience française.

Nous avons très peu parlé de l'anglais et de l'empire. Nous sommes aujourd'hui sous l'anglais et sous l'empire. Le sursaut vient de nos associations, notamment le Haut conseil de la langue française pour la francophonie.

Lorsque vous parlez de ces problèmes français, vous ne parlez pas du problème du vol de notre langue, de l'abandon de la langue française organisé, soutenu, encouragé par nos propres élites. Je les connais bien pour avoir été élève de l'ÉNA il y a très longtemps, en 1962-1964, dans la bonne période.

Pour encourager la résilience française, si on veut garder la nation comme j'en ai pour ma part le vœu très profond, il faudrait donner conscience aux Français que l'on défend aussi leur langue, facteur essentiel des intérêts fondamentaux de la France.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Nous pensons si bien comme vous que, comme vous le savez (vous y étiez), nous avons consacré récemment un colloque entier à l'avenir et à la défense de la langue française<sup>28</sup>. Nous nous inquiétons d'une évolution qui n'était pas favorable et nous avons essayé de rechercher les instruments d'un rehaussement de la langue française. Ce qui est certain c'est que plus nous ferons de coopération administrative plus la demande vers le français s'articulera sur quelque chose. Et nous avons quand même un important réseau de pays dits de la francophonie.

---

<sup>28</sup> *L'avenir de la langue française*, colloque organisé par la Fondation Res Publica le 15 novembre 2022.

Nous allons clore ici nos discussions et nos échanges en remerciant beaucoup les participants qui ont jeté un projecteur particulièrement cru sur la profondeur du champ historique de notre question et sur la profondeur d'étalement sociologique et philosophique de la notion d'élite.

Je vous remercie beaucoup ainsi que les participants.



## **PUBLICATIONS RÉCENTES**

### **EUROPE, ÉTAT DE DROIT ET SOUVERAINETÉ NATIONALE**

Séminaire du lundi 15 mai 2023

### **L'AVENIR DE LA FILIÈRE NUCLÉAIRE FRANÇAISE**

Séminaire du mercredi 29 mars 2023

### **OÙ VA L'ITALIE ?**

Séminaire du mardi 21 mars 2023

### **QUEL AVENIR POUR LA DÉFENSE FRANÇAISE ?**

Colloque du lundi 13 mars 2023

### **LE DÉFI DU REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE**

Colloque du mardi 31 janvier 2023

### **LA RÉPUBLIQUE ET SES RÉGIONS**

Colloque du mardi 6 décembre 2022

### **L'AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE**

Colloque du mardi 15 novembre 2022

### **TABLE RONDE AUTOUR DES IDÉES DE FRANCIS FUKUYAMA ET DE SAMUEL HUNTINGTON**

Séminaire du mardi 25 octobre 2022

### **LA GUERRE D'UKRAINE ET L'ORDRE DU MONDE**

Colloque du mardi 27 septembre 2022

### **LA RÉPUBLIQUE FACE À LA DÉCONSTRUCTION**

Colloque du mardi 8 mars 2022

### **FRANCE-ALLEMAGNE : CONVERGENCES ET DIVERGENCES DES INTÉRÊTS FONDAMENTAUX À LONG TERME**

Colloque du mardi 15 février 2022

## **LA DETTE**

Séminaire du jeudi 20 janvier 2022

## **LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE DANS LES DEUX DERNIÈRES DÉCENNIES : BILAN ET PERSPECTIVES**

Colloque du mardi 7 décembre 2021

## **ÉCOLOGIE ET PROGRÈS**

Colloque du mercredi 24 novembre 2021

## **LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, UN ENJEU POUR DEMAIN**

Colloque du jeudi 21 octobre 2021

## **QUELLES INSTITUTIONS POUR DEMAIN ?**

Colloque du mercredi 22 septembre 2021

## **LA FORMATION DES PROFESSEURS DES ÉCOLES, UN ENJEU MAJEUR POUR LE XXI<sup>E</sup> SIÈCLE**

Colloque du mercredi 19 mai 2021

## **COMMENT PENSER LA RECONQUÊTE DE NOTRE INDÉPENDANCE INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE ?**

Colloque du mardi 13 avril 2021

## **ÉTATS-UNIS : CRISE DE LA DÉMOCRATIE ET AVENIR DU « LEADERSHIP » AMÉRICAIN**

Colloque du mardi 9 mars 2021

## **L'ALLEMAGNE ET LA CONSTRUCTION DE LA STABILITÉ EUROPÉENNE**

Colloque du mercredi 10 février 2021

## **ENSEIGNER LA RÉPUBLIQUE**

Séminaire du mercredi 20 janvier 2021

## **LA POLITIQUE DE RECHERCHE, ENJEU POUR L'AVENIR**

Colloque du jeudi 26 novembre 2020

**LA CHINE DANS LE MONDE**  
Colloque du mardi 17 novembre 2020

**LE RETOUR DE L'ÉTAT, POURQUOI FAIRE ?**  
Séminaire du mardi 6 octobre 2020

**DE L'ARRÊT DU TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL DE KARLSRUHE DU  
5 MAI 2020 À LA RELANCE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE : LES CHEMINS  
D'UN LEADERSHIP EUROPÉEN ?**  
Séminaire du mardi 22 septembre 2020

**L'AVENIR DE L'INDE, ENTRE INTÉRÊT NATIONAL ET ASPIRATIONS  
RÉGIONALES ET MONDIALES**  
Séminaire du mercredi 9 septembre 2020

**ISLAMISME (ISLAM POLITIQUE) ET DÉMOCRATIE DANS LE MONDE  
MUSULMAN : QUELLE(S) GRILLE(S) DE LECTURE ?**  
Colloque du mercredi 4 mars 2020

**IRAN, ÉTATS-UNIS, OÙ LA CRISE AU MOYEN-ORIENT NOUS  
CONDUIT-ELLE ?**  
Colloque du mercredi 5 février 2020

**QUELLE RECOMPOSITION POLITIQUE POUR LA FRANCE ?**  
Colloque du mardi 3 décembre 2019

**QUELLE RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE DU CAPITALISME ?**  
Colloque du mardi 5 novembre 2019

**L'IMPACT DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES SUR LE TRAVAIL ET  
L'EMPLOI**  
Colloque du mardi 24 septembre 2019

**IMMIGRATION ET INTÉGRATION – TABLE RONDE AUTOUR DE  
PIERRE BROCHAND**  
Séminaire du mardi 2 juillet 2019



## NOTES, ÉTUDES ET ENTRETIENS :

### Parues récemment :

- **Philippe Guittet**, ancien secrétaire général de SNPDEN-UNSA (2002-2009), « **Ré-instituer l'école de la République** », revue *Direction*, n°285, juillet 2023.
- Conversation entre **Marie-Françoise Bechtel et Stéphane Rozès**, à partir de son dernier ouvrage *Chaos. Essai sur l'imaginaire des peuples* (Le Cerfs, 2022), « **Réparer les imaginaires nationaux** », mai 2023.
- **Benjamin Morel**, président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Enquête sur le rapport des Français à l'Histoire, à l'Armée et à l'Europe** », enquête du laboratoire d'études de l'opinion « Cluster 17 » réalisée en partenariat avec la Fondation Res Publica, novembre 2022.
- **Matthieu Lahaye**, spécialiste des questions éducatives et membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Remettre l'École au cœur de la République** », mars 2022.
- **Alexey Rutkevich**, professeur de philosophie, directeur scientifique de la faculté des sciences humaines à l'École des hautes études en sciences humaines (HSE) de Moscou, « **Déconstruction, *cancel culture*, wokisme : entretien sur l'expansion géographique et civilisationnelle de la « *French Theory* »** », mars 2022.
- **Jean-Éric Schoettl**, conseiller d'État (h), secrétaire général du Conseil constitutionnel de 1997 à 2000, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La notion européenne d'État de droit et les souverainetés nationales** », février 2022.
- **Sylvain Hercberg**, ancien cadre d'EDF, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de *Sur le système électrique en France* (l'Harmattan, 2019), « **Le programme de la nouvelle coalition allemande en matière énergétique : enjeux et perspectives** », janvier 2022.
- **Marie-Françoise Bechtel**, présidente de la Fondation Res Publica, et **Benjamin Morel**, président du Conseil scientifique, « **Une V<sup>e</sup> République rénovée – Les propositions de la Fondation Res Publica** », janvier 2022.
- **Joachim Sarfati**, « **L'Europe de l'armement, vecteur de puissance ou braderie des moyens de notre indépendance** », septembre 2021.

## NOTES DE LECTURE :

### Parues récemment :

- « **Jean-Claude Michéa persiste et signe** », note de lecture de l'ouvrage de Jean-Claude Michéa, *Extension du domaine du capital* (Albin Michel, 2023), par Marie-Françoise Bechtel, présidente de la Fondation Res Publica.
- « **Les intellectuels fondateurs de la République – Cinq études sur la pensée politique du XIXe siècle** », note de lecture de l'ouvrage de Sudhir Hazareesingh, *Les intellectuels fondateurs de la République – Cinq études sur la pensée politique du XIXe siècle* (Le Bord de l'eau, 2023), par Lucas Lusseau.
- « **Jean-Pierre Chevènement, du défi au pari** », note de lecture de l'ouvrage de Jean-Pierre Chevènement, *Refaire la France* (Bouquins, 2023), par Marie-Françoise Bechtel, présidente de la Fondation Res Publica.
- « **Défense et illustration des valeurs de la République : deux contributions précieuses** », note de lecture croisée sur les ouvrages de Jean-Érich Schoettl, *La démocratie au péril des prétoires : de l'État de droit au gouvernement des juges* (Gallimard, le Débat, 2022) et de Benjamin Morel, *La France en miettes : Régionalismes, l'autre séparatisme* (Le Cerf, 2022), par Marie-Françoise Bechtel.
- « **L'imaginaire des peuples, du déni au chaos ?** », note de lecture de l'ouvrage de Stéphane Rozès, *Chaos. Essai sur l'imaginaire des peuples* (Le Cerf, 2022), par Marie-Françoise Bechtel.
- « **Vendre la guerre : Le complexe militaro-intellectuel** », note de lecture de l'ouvrage de Pierre Conesa, *Vendre la guerre : Le complexe militaro-intellectuel* (L'Aube, 2022), par Erwan le Brasidéc.
- « **La désindustrialisation de la France** », note de lecture de l'ouvrage de Nicolas Dufourcq, *La désindustrialisation de la France* (Odile Jacob, 2022), par Alexandre Benoit.
- « **Climat, énergie, décarbonation : Quel plan de transformation de l'économie française ?** », note de lecture de l'ouvrage du *Shift Project (avant-propos de Jean-Marc Jancovici) Climat, crises : Le Plan de transformation de l'économie française* (Odile Jacob, 2022), par Erwan Le Brasidéc.



## SOUTENEZ LA FONDATION RES PUBLICA !

Pour nourrir sa réflexion et conduire sa mission d'irrigation du débat intellectuel et d'aide à la décision publique, la Fondation Res Publica a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Leur aide est particulièrement précieuse dans un contexte de réduction de l'aide que la Fondation perçoit de l'État, en raison de restrictions budgétaires de plus en plus fortes.

*La Fondation étant reconnue d'utilité publique par décret du 30 décembre 2005, les versements que vous lui accorderez-vous feront bénéficier d'un avantage fiscal conséquent.*

### **Pour les particuliers :**

Impôt sur le revenu (IR) : la loi de finances permet **une déduction de l'impôt sur le revenu de 66 % du montant de vos dons** dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Dans le cas d'un don de 1000 euros, vous pouvez déduire 660 euros de votre impôt sur le revenu.

### **Pour les entreprises, les organismes et les associations :**

Impôt sur les sociétés (IS) : la loi de finances permet une déduction de vos dons de l'impôt sur les sociétés (ou IR pour les sociétés de personne), **à hauteur de 60 %**, dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Dans le cas d'un don de 10 000 euros, vous pourrez déduire 6 000 euros d'impôt. Votre contribution aura réellement coûté 4 000 euros à votre entreprise.

Un don supérieur ou égal à 200 euros vous permettra par ailleurs de recevoir à votre adresse les « Cahiers » de la Fondation Res Publica.

Avec tous mes remerciements,

Jean-Pierre Chevènement

Contact : +33 (0)1 45 50 39 50 ; [fondationrespublica@gmail.com](mailto:fondationrespublica@gmail.com).



FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

☎ 01.45.50.39.50

[fondationrespublica@gmail.com](mailto:fondationrespublica@gmail.com)

Achévé  
d'imprimer  
en novembre 2023